

IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

1) APERÇU GÉNÉRAL

1. La Turquie a entrepris un vaste programme de restructuration de son agriculture, afin de réduire le fardeau que constitue le soutien de ce secteur pour son économie et d'aligner davantage sa politique en la matière sur celle des CE. Certaines des mesures appliquées dans le secteur parmi les plus susceptibles de fausser la production (par exemple les prix administrés à la production) sont progressivement éliminées et remplacées par un système de soutien direct entraînant moins de distorsions. Néanmoins, la moyenne simple des droits NPF appliqués dans l'agriculture (branche 1 de la CITI, Révision 2) est de 28,3 pour cent, contre 25 pour cent en 2003. Cette protection tarifaire relativement élevée et le nombre restreint de produits agricoles visés par les arrangements commerciaux préférentiels de la Turquie, les produits faisant généralement l'objet de contingents tarifaires préférentiels, empêchent l'exposition du secteur à une concurrence accrue.

2. S'agissant des industries extractives, la moyenne des droits de douane est de 0,3 pour cent (0,2 pour cent en 2003); les importations d'électricité bénéficient de l'admission en franchise. Plusieurs lois nouvelles relatives à l'énergie ont été adoptées au cours des dernières années, dont l'objet est de libéraliser davantage le sous-secteur. L'insuffisance des équipements, conjuguée à une forte déperdition d'énergie, cause encore des coupures d'électricité dans certaines régions. L'accroissement de la capacité de production d'énergie électrique du pays reste une priorité absolue pour le gouvernement, qui a ouvert au secteur privé tous les segments du sous-secteur de l'électricité (à l'exception du transport de force).

3. Le secteur manufacturier est le principal bénéficiaire des aides de l'État. Il est également le principal bénéficiaire des divers régimes d'incitations (en particulier avantages fiscaux et tarifaires), ainsi que des crédits et garanties à l'exportation. La moyenne des droits NPF applicables aux produits finis est de 10,9 pour cent (contre 11,1 pour cent en 2003); des taux relativement élevés (jusqu'à 225 pour cent) continuent de s'appliquer à certains produits alimentaires transformés. La structure tarifaire n'encourage pas l'investissement dans certaines activités manufacturières, par exemple la chimie et les matières plastiques, secteurs où les droits de douane affichent une progressivité négative. Par ailleurs, la protection effective élevée d'industries telles que les textiles et vêtements, les boissons et les produits du tabac entrave leur compétitivité.

4. Depuis le précédent examen, la Turquie a pris des mesures pour résoudre les problèmes structurels dans certains sous-secteurs des services; elle a notamment supprimé le 31 décembre 2003 le monopole de Turk Telekom sur les services de téléphonie fixe, les services interurbains nationaux et les services téléphoniques internationaux. Néanmoins, plusieurs entreprises d'État dominent encore certaines activités de services, par exemple le service postal, le transport aérien, le transport ferroviaire et le transport maritime. Dans le cadre de l'AGCS, la Turquie a inscrit dans ses listes certains engagements pour plusieurs catégories (AIV.2) et elle maintient des exemptions NPF (tableau AIV.3). Elle a aussi déposé son offre conditionnelle initiale et son offre conditionnelle révisée dans les négociations en cours sur les services.

2) AGRICULTURE ET ACTIVITÉS CONNEXES

i) Principales caractéristiques

5. L'agriculture reste un secteur clé de l'économie turque (chapitre I 1)). L'exploitation moyenne est d'environ 6 hectares, et les terres arables de chaque exploitation sont généralement réparties en un grand nombre de parcelles. Malgré l'apparition récente d'exploitations de caractère plus commercial, la majorité des exploitations sont restées modestes et de caractère familial, qui sont très fragmentées

et à faible coefficient de capital; elles n'emploient encore que des méthodes rudimentaires. Le secteur est pour l'essentiel non structuré.¹

6. La Turquie est autosuffisante sur le plan alimentaire, et elle a accru ses exportations de certains produits agricoles. Elle occupe une place de choix dans ses spécialités traditionnelles (noisettes, tabac oriental, fruits secs), et dans certains nouveaux domaines (tomates, pommes de terre, pastèques). Néanmoins, sa part des marchés agricoles mondiaux n'est que d'environ 1 pour cent, bien en deçà de son potentiel, puisque la Turquie a davantage de terres arables que tout pays d'Europe de l'Ouest et qu'elle jouit d'un climat tempéré. Les cultures représentent environ 65 pour cent de la production agricole totale; les principales cultures sont les céréales (blé, orge et maïs), les cultures de rapport (betterave sucrière, coton), et les fruits et légumes (raisins, agrumes, pommes, pastèques, tomates, pommes de terre, oignons secs). L'agriculture affiche la plus faible productivité parmi les secteurs économiques de la Turquie.²

7. Le sous-secteur de l'élevage (principalement bovins, buffles, ovins et caprins) comprend des exploitations traditionnelles et des exploitations commerciales. La Turquie est en voie d'instituer un système d'identification des animaux; 10 millions de bovins ont été enregistrés. Le principal objectif est d'accroître la production animale afin d'offrir à la population une alimentation suffisante et équilibrée. La production totale de viande a atteint une moyenne d'environ 430 000 tonnes durant la période 2000-2006³, tandis que la production laitière est demeurée constante, à environ 10 millions de tonnes.

8. Malgré le fort potentiel de la pêche en Turquie, la part de ce secteur dans l'économie est faible, en raison principalement du manque de bateaux modernes et de l'archaïsme des méthodes de capture et de transformation. La production halieutique, y compris l'aquaculture⁴, a été en moyenne de 640 000 tonnes durant la période 2000-2006; elle se compose surtout de poissons de mer (environ 70 pour cent du total en 2006), de poissons d'élevage (15 pour cent), de poissons d'eau douce (8 pour cent) et d'autres produits de la mer (7 pour cent). Quelques-unes des principales espèces capturées sont l'anchois, le maquereau, le mulot, le merlu, la sardine, les crustacés, le mulot céphale et la carpe commune. La mer Noire est la principale région de production, suivie de la mer Méditerranée. La pêche hauturière a diminué considérablement, à cause de la pollution, des transformations écologiques et de l'épuisement des ressources.

9. Les forêts couvrent 20,7 millions d'hectares, soit 26,9 pour cent de la superficie totale de la Turquie. Le bois de construction est le principal produit forestier. Les résineux représentent 54,4 pour cent des forêts, le reste étant constitué d'arbres feuillus. La Turquie classe ses forêts selon leur qualité et leur vocation: forêts de protection, parcs nationaux et forêts de production. La diversité biologique est considérable puisqu'il existe 9 000 essences, dont 3 000 sont endémiques. Près de 99,9 pour cent des terres et ressources forestières appartiennent à l'État; la superficie des

¹ La participation au régime de sécurité sociale des travailleurs indépendants est obligatoire, mais 91 pour cent des agriculteurs n'y participent pas, et une faible minorité seulement paie l'impôt sur le revenu (OCDE, 2006b).

² La productivité de la main-d'œuvre dans le secteur agricole est d'environ un tiers de la moyenne de l'ensemble de l'économie (OCDE, 2003).

³ Ce chiffre exclut la viande consommée dans les régions rurales.

⁴ Les principaux poissons d'élevage sont la truite arc-en-ciel, le bar commun, la dorade et le thon rouge. On cultive aussi des petites quantités de carpes, de moules et de crevettes.

forêts privées n'est que d'environ 20 000 hectares. Quelque 9 pour cent des régions boisées ont été détruites par des incendies durant la période 2001-2005. Les principales difficultés que connaît le sous-secteur sont les suivantes: lacunes du cadastre, manque de techniciens et d'ouvriers qualifiés, nombre restreint de parcs nationaux et de zones protégées similaires, faibles niveaux du reboisement annuel destiné à empêcher l'érosion et à garantir un équilibre à long terme de l'offre et de la demande de bois, flou des objectifs d'aménagement, lenteur des travaux de régénération et insuffisance des moyens financiers.⁵

ii) Évolution de la politique agricole

10. Le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) est chargé d'assurer la gestion générale du secteur, notamment de coordonner et de conduire des activités de recherche et de vulgarisation, de soutenir les coopératives agricoles et de construire des infrastructures. Les principaux objectifs de la politique agricole sont les suivants: accroître le bien-être des producteurs, promouvoir le développement rural, garantir la sécurité alimentaire et la salubrité des aliments et accroître la productivité et la compétitivité tout en améliorant la qualité des produits. Quelques-uns des buts principaux de la Turquie pour l'amélioration des résultats du secteur agricole au titre de son Neuvième plan de développement 2007-2013 figurent au tableau IV.1.

Tableau IV.1
Structure du secteur agricole, 2006 et 2013

| | 2006 | 2013 |
|---|----------------------------|------|
| | <i>Pourcentage</i> | |
| Part de la production animale dans la production agricole totale | 28,0 | 37,0 |
| Taux d'utilisation de semences céréalières certifiées (blé-orge) | 30,0 | 50,0 |
| Part des croisements dans le cheptel bovin total | 67,0 | 77,0 |
| Part des terres agricoles biologiques dans les terres agricoles totales | 1,0 | 3,0 |
| | <i>Millions d'hectares</i> | |
| Zones d'irrigation (cumulatives nettes) | 2,55 | 3,00 |
| Activités de remembrement des terres (cumulatives) | 0,60 | 1,27 |
| Ligniculture et plantations de protection des sols (cumulatives) | 2,60 | 3,30 |

Source: Office national de planification (2006), *Ninth Development Plan 2007-13*, Ankara.

11. Les principales nouveautés depuis l'examen précédent sont les suivantes: prorogation jusqu'à la fin de 2008 du Projet de mise en œuvre de la réforme de l'agriculture 2001-2005 (ARIP), avec ajout du Programme d'aide à l'investissement dans le développement rural et du Programme villageois d'investissement participatif⁶, remembrement des terres, paiement au titre de la réserve de terres sous conservation (CATAK), lancement du Document de stratégie sur l'agriculture 2006-2010 (ASP), et adoption, en 2006, d'une nouvelle Loi sur l'agriculture (n° 5488), pour donner effet à l'ASP et rapprocher les politiques agricoles de la Turquie de celles des CE.

⁵ Office national de planification (2006).

⁶ Dans le Programme d'aide à l'investissement dans le développement rural et le Programme villageois d'investissement participatif, les producteurs reçoivent une aide pour certains projets d'investissement (par exemple équipements d'irrigation et d'infrastructure). Le Programme d'aide à l'investissement dans le développement rural est financé sur le budget général et il est appliqué dans 65 provinces, tandis que le Programme villageois d'investissement participatif est financé par la Banque mondiale et appliqué dans 16 provinces.

12. En marge de l'ARIP, des mesures sont prises dans quatre domaines principaux⁷: i) élimination graduelle du soutien des prix et du crédit subventionné, en leur substituant un système moins perturbateur de soutien direct au revenu des agriculteurs, fondé sur un paiement uniforme à l'hectare (environ 90 dollars EU l'hectare) plutôt que sur les intrants ou la production, et sur le Système national d'enregistrement des agriculteurs (NFRS) mis sur pied en 2001⁸; ii) abandon du rôle direct de l'État dans la production, la transformation et la commercialisation des cultures; iii) réduction des achats d'intervention financés sur le budget et conduisant à des baisses de prix⁹; et iv) aides ponctuelles aux agriculteurs disposés à abandonner les cultures qui souffrent d'une offre excédentaire, par exemple les noisettes et le tabac, pour leur permettre d'amortir les coûts entraînés par cette transition et faciliter leur passage à des schémas rationnels de production.¹⁰

13. S'agissant de la CATAK, la Turquie cherche notamment à garantir l'application de bonnes politiques agricoles dans les régions vulnérables (c'est-à-dire les régions exposées à des résidus toxiques et/ou à l'érosion, et les régions dont l'eau ou l'environnement sont pollués), ainsi qu'à accroître les revenus des agriculteurs. Le coût total de la CATAK est de 9 millions de dollars EU (somme intégralement financée par la Banque mondiale) pour la période 2005-2008; cette somme est employée dans quatre régions dont la superficie totale est de 5 000 hectares.¹¹ En 2004, la Turquie a adopté son ASP, qui fixait à environ 1 pour cent du PNB les crédits budgétaires alloués au secteur et qui répartissait ainsi pour 2010 les crédits en question: 45 pour cent pour le soutien direct au revenu, 13 pour cent pour les primes de complément, 12 pour cent pour l'aide à l'élevage, 10 pour cent pour l'aide au développement rural, 5 pour cent pour les paiements compensatoires, 5 pour cent pour la CATAK; 5 pour cent pour l'assurance-récolte; et 5 pour cent pour les autres soutiens.¹²

14. La Loi n° 5488 sur l'agriculture fait une large place à l'accroissement de la productivité et aux disponibilités alimentaires, et elle fait de la compétitivité et de la modernisation du secteur une priorité. Elle établit aussi le fondement juridique de certains systèmes de gestion (Système intégré de contrôle administratif, Réseau d'information comptable agricole) nécessaires pour donner effet à l'acquis communautaire; néanmoins, la Loi éloigne encore la Turquie des principes de la Politique

⁷ Ces mesures ont été adoptées en 2002 et accélérées en 2003, la première année de pleine mise en œuvre de l'ARIP. Pour une description complète de l'ARIP, voir OMC (2003).

⁸ Plus de 2,75 millions d'agriculteurs (89 pour cent du total) et 17 millions d'hectares (80 pour cent des terres agricoles totales) ont été enregistrés dans le NFRS pour le versement du soutien direct au revenu. Environ 10 millions de personnes bénéficient du NFRS. Le soutien direct au revenu est devenu le principal instrument de soutien de l'agriculture de la Turquie, puisqu'il représente environ 80 pour cent, en termes monétaires, du soutien total versé aux producteurs agricoles (OCDE, 2006a).

⁹ Les baisses ciblées de prix sont allées jusqu'à 20 ou 30 pour cent pour la plupart des produits. Les prix d'intervention devaient être réduits de 45 pour cent pour le blé, le principal produit de base, en l'espace de deux ans (OMC, 2003).

¹⁰ Les superficies cultivées en noisettes et tabac diminueront d'environ 16 000 hectares et 9 000 hectares respectivement. Les programmes de soutien concernant les noisettes et le tabac seront abandonnés d'ici à la fin de 2007. Les crédits de transition destinés à aider les agriculteurs qui cessent la culture de certains produits ont été fixés à 298 millions de livres (YTL) pour la période 2001-2005 (OCDE, 2005a).

¹¹ Les régions sont les suivantes: le lac Seyfe; la zone du Canal du lac Kovada; le marais de Sultan; et le marais d'Eregli. La CATAK a débuté en 2006 en tant qu'étude pilote. En décembre 2006, une somme d'environ 540 000 dollars EU avait été décaissée pour la CATAK sur les crédits provenant de l'ARIP.

¹² Document de stratégie du MARA sur l'agriculture 2006-2010 (n° 2004/92 de 2004).

agricole commune (PAC) réformée des CE en faisant du soutien lié à la production un instrument clé de sa politique agricole.¹³ Pour un secteur agricole turc davantage fondé sur le marché, il faut prêter une attention particulière au transfert de technologie, à l'irrigation, au remembrement des terres, à la concurrence, au financement et à l'allègement des coûts sociaux de l'ajustement.¹⁴

15. En 2004, entré en vigueur la Loi n° 5200 sur les unions de producteurs agricoles, dont l'objectif est de renforcer les organisations d'exploitants. La Loi n° 5363 sur l'assurance agricole a été adoptée en 2005 pour prémunir les exploitants et leurs niveaux de production contre les risques. La fermeture, en 2005, de la Direction générale des services ruraux a rendu nécessaire l'adoption de mesures additionnelles pour notamment faciliter l'investissement dans le remembrement des terres, le drainage, la protection des sols et l'irrigation par eaux souterraines.¹⁵

16. Les plus grands organismes acheteurs, par exemple l'Office des céréales (TMO), l'Entreprise sucrière nationale (TSFAS), la Direction générale des industries du thé (CAYKUR), et le monopole des tabacs TEKEL, sont encore des entreprises d'État. La société TEKEL figure dans le portefeuille des privatisations (chapitre III 4 ii)). En 2002, la plupart des prix administrés ont été abolis. Cependant, ces organismes continuent de fixer les prix d'achat avant la campagne¹⁶; en 2003-2004, les prix d'achat ont augmenté d'environ 23 pour cent pour l'orge blanc et de 14 pour cent pour le blé (blanc et rouge d'Anatolie), bien au-dessus du taux d'inflation. Selon les autorités, au cours des années suivantes, les prix d'achat ont augmenté en parallèle avec le taux d'inflation.

17. Les agriculteurs continuent de bénéficier de prêts à des taux préférentiels. Les coopératives agricoles de vente (ASC) et leurs fédérations (ASCU) peuvent utiliser un mécanisme de crédit, sous la forme d'un fonds renouvelable, moyennant un taux d'intérêt de 13,125 pour cent, pour acheter certaines récoltes et céréales aux producteurs. Le montant total du fonds est d'environ 640 millions de livres (y compris les crédits accordés). Les crédits sont distribués par l'entremise d'une banque d'État, la Ziraat Bank (pour les noisettes, le coton, les graines de tournesol, les figues, les raisins secs, les olives, l'huile d'olive, etc.). En outre, la Ziraat Bank accorde des facilités de crédit pour les activités liées aux pêches et aux forêts.

18. En 2004, une superficie de 26 168 hectares de la région desservie par les réseaux d'irrigation exploités par l'Administration des ouvrages hydrauliques (DSI) a été transférée à des coopératives d'agriculteurs et associations d'usagers de l'eau, lesquelles gèrent aujourd'hui plus de 40 pour cent de la superficie totale irriguée.¹⁷ Les agriculteurs qui bénéficient d'un soutien direct au revenu reçoivent aussi une "prime diesel" à l'hectare (à concurrence de 50 hectares) pour amortir 35 pour cent de la consommation moyenne nationale de carburant des agriculteurs (80 litres/hectares).¹⁸ Les agriculteurs

¹³ Commission européenne (2006).

¹⁴ OCDE (2006b), page 189.

¹⁵ Office national de planification (2006).

¹⁶ Le TMO, par exemple, qui se charge des achats d'intervention et fixe les prix d'achat minimums pour les céréales.

¹⁷ Les usagers paient une somme forfaitaire annuelle (redevance négligeable) pour l'exploitation et l'entretien des réseaux d'irrigation dont se charge la DSI.

¹⁸ Durant la période 2003-2005, les agriculteurs recevaient 39 livres par hectare à titre de prime diesel. En 2006, aucune prime du genre n'a été versée, tandis que, en 2007, les primes ont varié selon les produits. Une somme de 54 livres à l'hectare a été versée pour les plantes oléagineuses ou à pépins; de 28,8 livres à l'hectare

reçoivent aussi, pour leurs engrais, une aide calculée selon la superficie. L'énergie électrique utilisée dans l'agriculture (y compris par les éleveurs de volailles et les exploitations aquicoles) n'est plus subventionnée. Globalement, les subventions aux facteurs de production sont tombées de 30 pour cent des subventions agricoles totales durant la période 1986-1988 à moins de 2 pour cent durant la période 2003-2005.¹⁹

19. Des primes à l'élagage et des surpris (par kg) ont été institués pour les planteurs de thé en 2005.²⁰ Le surpris pour la feuille de thé est payé aux planteurs de thé dont les étendues cultivées sont autorisées; la prime à l'élagage, fondée sur le rendement moyen, est destinée à compenser 70 pour cent du manque à gagner des planteurs par suite de la taille (élagage) des plants de thé. En 2006, les primes à l'élagage et les surpris se sont chiffrés à 39 millions de livres et 82 millions de livres respectivement. En 2004, une somme totale de 4 millions de livres en paiements compensatoires a été versée pour la première fois aux planteurs de betterave sucrière pour les pertes entraînées par le contingent de production, qui est de 2,2 millions de tonnes depuis 2002.²¹ Un surpris a été accordé aux producteurs de viande pour la première fois en 2004.

20. Des primes à la production animale, par exemple la prime à l'insémination artificielle et la prime à la production laitière, sont versées aux agriculteurs pour notamment soutenir la production animale, élever la qualité des produits, moderniser les techniques, améliorer les conditions de salubrité des aliments et offrir aux consommateurs des produits de meilleure qualité. S'agissant de l'insémination artificielle, l'aide a été de 15,8 millions de livres en 2005 et de 25,4 millions de livres en 2006. La prime à la production laitière s'est chiffrée à 115,7 millions de livres en 2005 et à 161,7 millions de livres en 2006.

21. Des primes de complément (c'est-à-dire un soutien des prix) sont accordées pour plusieurs produits agricoles, par exemple l'huile d'olive, le coton, les oléagineux, le blé et le canola.²² En outre, des paiements directs sont faits aux producteurs, notamment pour le cocon de soie et le mohair.

22. Les engagements contractés par la Turquie dans le cadre de l'OMC pour les subventions à l'exportation portent sur 44 groupes de produits agricoles.²³ Les subventions à l'exportation sont

pour les céréales, les plantes fourragères, les légumineuses et les plantes grumeleuses; et de 18 livres à l'hectare pour les légumes, les fruits, les forêts spéciales, les champs et les prairies.

¹⁹ OCDE (2006b).

²⁰ Les primes à l'élagage sont versées en vertu de la Décision n° 5096 du Conseil des ministres, publiée au Journal officiel du 27 décembre 1993, modifiée par le Décret-loi n° 7758 du 23 août 2004. Selon les articles 2 et 3 du Décret-loi, les plantations de thé autorisées sont soumises à un élagage durant sept ans (à raison de 1/7^{ème} de la plantation chaque année), afin de produire des feuilles de thé conformes aux techniques d'entretien et aux techniques de production de feuilles. Le surpris est fixé chaque année par décisions du Conseil des ministres.

²¹ Pour recevoir le paiement compensatoire, les planteurs de betterave sucrière doivent cultiver certaines espèces (OCDE, 2005a).

²² Les primes de complément sont la différence entre les coûts de production et le prix du marché.

²³ En raison de contraintes budgétaires, la Turquie n'accorde en général des restitutions à l'exportation que pour 16 produits ou groupes de produits: fleurs coupées, légumes congelés, légumes déshydratés, fruits congelés, fruits et légumes en conserve, pâte de tomate, miel, préparations de fruits homogénéisées, jus de fruits, olives et huile d'olive, préparations et conserves de poissons, viande de volailles, œufs, viande de volailles en conserve, chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao, biscuits, gaufres et gâteaux, pâtes.

fixées à des pourcentages se situant entre 10 pour cent et 20 pour cent des valeurs à l'exportation, pour 14 pour cent et 100 pour cent des exportations de produits admissibles (tableau IV.2). Depuis le dernier examen de la Turquie, les subventions à l'exportation ont été éliminées pour la pomme de terre et les oignons (séchés), et des subventions à l'exportation ont été instituées pour le miel et les abats comestibles de volailles (chapitre III 3) iv)). Selon les autorités, le principal objectif en matière de subventions à l'exportation est de développer le potentiel d'exportation de la Turquie pour les produits agricoles transformés.

Tableau IV.2
Subventions à l'exportation, par produit agricole, 2007

| Produit | Taux (\$EU/tonne) | Part de la quantité exportée admissible au bénéfice de la subvention (%) |
|---|----------------------------|--|
| Fleurs coupées (fraîches) | 205 | 37 |
| Légumes, congelés (sauf la pomme de terre) | 79 | 27 |
| Légumes (déshydratés) | 370 | 20 |
| Fruits (congelés) | 78 | 41 |
| Conserves, pâtes | 75 | 51 |
| Miel | 65 | 32 |
| Préparations de fruits homogénéisées | 63 | 35 |
| Jus de fruits (concentrés) | 150 | 15 |
| Huile d'olive | 125 | 100 |
| Préparations ou conserves de poissons | 200 | 100 |
| Viande de volaille (sauf les abats comestibles) | 186 | 14 |
| Viande de volaille en conserve | 250 | 40 |
| Œufs | 15 dollars EU/1 000 pièces | 78 |
| Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao | 119 | 48 |
| Biscuits, gaufres et gâteaux | 119 | 18 |
| Macaroni, vermicelle | 66 | 32 |

Source: Document de l'OMC G/SCM/N/123/TUR/Add.1 du 26 janvier 2006, et Décret n° 1/2007.

23. Les exportateurs doivent joindre à leur demande de restitution les documents requis (par exemple déclaration en douane, facture) et les présenter aux associations d'exportateurs autorisées par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur (UFT). Les produits doivent quitter le territoire douanier de la Turquie durant la période d'application du décret, lequel est publié annuellement, ou au cours d'une période précise. Les produits doivent être d'origine turque. Les restitutions à l'exportation ne sont pas différenciées en fonction des destinations. Les produits doivent être en bon état et de qualité marchande pour être admissibles à la restitution: si les produits exportés sont retournés en Turquie ou rejetés par les pays importateurs pour quelque raison, la restitution est rétrocédée.²⁴

24. Selon l'OCDE, les équivalents subvention à la production (ESP), c'est-à-dire la valeur annuelle des transferts aux producteurs au titre des politiques agricoles, rapportée à la valeur totale de la production, sont passés de 16 pour cent durant la période 1986-1988 à 26 pour cent durant la période 2003-2005; la taxe implicite à la consommation, mesurée par les équivalents subvention à la consommation (ESC), qui indiquent la valeur annuelle des transferts aux consommateurs au titre des politiques agricoles, a elle aussi augmenté (en valeur absolue), passant de -16 pour cent durant la période 1986-1988 à -23 pour cent durant la période 2003-2005, tandis que l'équivalent subvention

²⁴ Le Décret n° 2007/1 (Programme de subventions à l'exportation de produits agricoles), publié au Journal officiel du 22 mars 2007, s'applique durant toute l'année 2007.

aux services généraux (ESSG), qui estime la valeur monétaire annuelle des transferts bruts aux services généraux fournis à l'agriculture (par exemple recherche, infrastructures, inspection, et commercialisation et promotion), est tombé de 10 pour cent en 1986-1988 à 9 pour cent en 2003-2005.²⁵ Le soutien total à l'agriculture, en pourcentage du PIB, est passé de 4 pour cent durant la période 1986-1988 à 4,2 pour cent durant la période 2003-2005; après avoir atteint un sommet à 5,1 pour cent en 2003, il est tombé à 3,8 pour cent en 2005 (tableau IV.3).²⁶

Tableau IV.3
Transferts associés aux politiques agricoles, 1986-1988, et 2003-2005

| | | 1986-1988 | 2003-2005 | 2003 | 2004 | 2005 ^a |
|---|------------------|-----------|-----------|---------|---------|-------------------|
| ESP | millions d'euros | 2 873 | 9 593 | 9 862 | 9 055 | 9 862 |
| | millions de \$EU | 3 169 | 11 550 | 11 142 | 11 250 | 12 257 |
| | (%) ^b | 16 | 26 | 28 | 25 | 25 |
| ESC | millions d'euros | -2 224 | -7 152 | -7 825 | -6 395 | -7 237 |
| | millions de \$EU | -2 446 | -8 593 | -8 840 | -7 946 | -8 994 |
| | (%) ^c | -16 | -23 | -26 | -21 | -21 |
| ESSG | millions d'euros | 277 | 916 | 871 | 534 | 1 341 |
| | millions de \$EU | 309 | 1 105 | 984 | 664 | 1 667 |
| | (%) ^d | 10 | 9 | 8 | 6 | 12 |
| Total des transferts ^e | millions d'euros | 3 149 | 10 509 | 10 734 | 9 589 | 11 203 |
| | millions de \$EU | 3 478 | 12 655 | 12 126 | 11 914 | 13 924 |
| | (% du PIB) | 4,0 | 4,2 | 5,1 | 3,9 | 3,8 |
| Pour mémoire: Total des transferts de l'ensemble des pays de l'OCDE | millions d'euros | 276 039 | 308 139 | 309 969 | 304 464 | 309 983 |
| | millions de \$EU | 303 771 | 371 243 | 350 183 | 378 281 | 385 264 |
| | (% du PIB) | 2,3 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 |

a Chiffres provisoires.

b ESP en pourcentage de la valeur totale de la production (calculée d'après les prix intérieurs à la production), ajusté pour inclure les paiements directs et pour exclure les prélèvements sur la production.

c ESC, en pourcentage de la valeur totale de la consommation (calculée d'après les prix intérieurs à la production).

d ESSG, en pourcentage du total des transferts (calculé d'après les prix intérieurs à la production).

e Le total des transferts n'est pas égal à la somme de l'ESP, de l'ESC et de l'ESSG; il rend compte de la valeur totale de la production et comprend non seulement les transferts à l'agriculture, mesurés par l'ESP, l'ESC et l'ESSG, mais également d'autres transferts associés aux politiques agricoles.

Source: OCDE (2006), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE: Panorama*, Paris.

25. Presque 100 pour cent du soutien aux producteurs de la Turquie jusqu'en 2000 a consisté en aides qui sont susceptibles d'avoir le plus d'effets de distorsion sur la production (soutien des prix du marché, paiements fondés sur la production, et subventions aux moyens de production); il a profité surtout aux grandes exploitations, et il a accru la pression sur les ressources naturelles (telles que

²⁵ L'estimation de l'ESP comprend à la fois les transferts depuis les consommateurs de produits agricoles (à la faveur du soutien des prix du marché intérieur) et les transferts depuis les contribuables (à la faveur des dépenses budgétaires ou fiscales). L'ESC, s'il est négatif, mesure la taxe implicite imposée aux consommateurs par la politique agricole. La principale composante est celle des transferts dus au soutien des prix à la production; l'ESC englobe aussi d'autres transferts tels que les subventions aux consommateurs financées par le budget de l'État. Contrairement à l'ESP et à l'ESC, les transferts de l'ESSG ne sont pas reçus par les producteurs ou les consommateurs individuellement, et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles ou sur les dépenses de consommation, bien qu'ils influent sur la production et la consommation de produits agricoles (OCDE, non daté).

²⁶ Le soutien total à l'agriculture est un indicateur de la valeur monétaire de tous les transferts bruts des contribuables et consommateurs découlant de mesures gouvernementales qui soutiennent l'agriculture, compte non tenu des recettes budgétaires y afférentes. Exprimé en pourcentage du PIB, il donne une indication du fardeau que ce soutien global représente pour l'économie.

l'eau). Ce pourcentage est tombé à 83 pour cent durant la période 2003-2005, accroissant du même coup la sensibilité des agriculteurs aux signaux du marché mondial.²⁷

26. Tous les agriculteurs sont soumis à l'impôt à la source, c'est-à-dire 2 pour cent du prix de vente des produits de l'élevage, et 4 pour cent du prix de vente des autres produits agricoles. Lorsque le produit agricole est vendu par l'entremise de bourses de commerce, les taux de l'impôt à la source sont divisés par deux. Les taxes à l'exportation s'appliquent encore à raison de 0,04 dollar EU le kg pour les noisettes non décortiquées, et de 0,08 dollar EU le kg pour les noisettes décortiquées.

27. La protection tarifaire dont bénéficie l'agriculture reste relativement élevée. La moyenne arithmétique des droits NPF pour l'agriculture (branche 1 de la CITI, Révision 2) est de 28,3 pour cent (contre 25 pour cent en 2003, en raison notamment de l'augmentation des droits applicables aux céréales et aux huiles végétales). Les importations de produits agricoles, par exemple d'animaux vivants destinés à la reproduction, se font en franchise de droits. Les taux de droits applicables à certains produits carnés transformés peuvent atteindre 225 pour cent, tandis que quelques produits laitiers (babeurre et crème) sont assortis de taux qui vont jusqu'à 170 pour cent (tableau AIV.1). Par ailleurs, les droits spécifiques, composés et variables s'appliquent principalement aux produits agricoles (chapitre III 2) iii) b)).

28. Dans le Cycle d'Uruguay, la Turquie s'est engagée à réduire de 24 pour cent ses dépenses budgétaires au titre des subventions à l'exportation de 44 produits (au niveau des positions à quatre chiffres du SH), et de 14 pour cent le volume des exportations subventionnées, par tranches égales au cours d'une période de dix ans débutant en 1995. La Turquie ne s'est pas engagée à réduire son soutien financier aux producteurs agricoles parce que les autorités ont estimé que le soutien - mesuré d'après la mesure globale du soutien (MGS) - était inférieur au niveau *de minimis* de 10 pour cent, à l'égard duquel aucun engagement n'était requis.²⁸

29. Certains Membres ont fait part de leurs doutes, au sein du Comité de l'agriculture de l'OMC, à propos du nouveau régime d'importation de la Turquie pour le riz²⁹; et de questions se rapportant aux listes tarifaires de 2005 et 2006 publiées au Journal officiel de la Turquie.³⁰ Au cours des dernières années, la Turquie a dû faire face à de plus en plus de critiques au chapitre de ses mesures de lutte contre les maladies animales (chapitre III 2) vi) d)).

30. Au niveau régional, outre les produits non agricoles, la Turquie et les CE sont convenues de travailler à l'instauration d'un libre-échange bilatéral pour les produits agricoles (chapitre II 3) ii) a)). En application de la CUD, les produits agricoles transformés qui sont importés en Turquie depuis les CE sont frappés de droits de douane comprenant un élément industriel et un élément agricole: tous les éléments industriels bénéficient d'un traitement en franchise de droits, et les droits de douane

²⁷ Les prix obtenus par les agriculteurs durant la période 2003-2005 ont été d'environ 32 pour cent plus élevés que ceux des marchés mondiaux (OCDE, 2006a).

²⁸ La principale différence entre la MGS et l'ESP est que les écarts de prix auxquels donnent lieu les calculs de la MGS sont estimés par référence aux prix intérieurs administrés et non aux prix effectifs à la production. Par ailleurs, la MGS fixe les prix de référence extérieurs aux niveaux moyens de la période de base 1986-1988, et certains transferts budgétaires sont compris dans l'ESP, mais non dans la MGS.

²⁹ Voir les documents de l'OMC G/AG/R/39 du 16 juillet 2004, G/AG/R/41 du 17 février 2005, G/AG/R/42 du 25 mai 2005 et G/AG/R/44 du 25 novembre 2005.

³⁰ Document de l'OMC G/AG/R/46 du 11 juillet 2006.

applicables aux éléments agricoles sont inférieurs aux taux NPF³¹; quelques produits agricoles visés transformés bénéficient de droits nuls, mais sont assortis de contingents. Le nombre restreint de produits agricoles visés par le régime préférentiel conclu avec les CE et par d'autres accords bilatéraux auxquels la Turquie est partie retarde leur ouverture à une concurrence accrue: les produits sont généralement soumis à des contingents préférentiels (chapitre III 2) iii) e)).

3) INDUSTRIES EXTRACTIVES ET ÉNERGIE

i) Aperçu général

31. Le secteur des industries extractives a représenté 1,1 pour cent du PNB réel en 2006 (contre 1,2 pour cent en 2002). La Turquie a des réserves limitées de pétrole et de gaz naturel, mais d'importantes réserves prouvées de lignite, ainsi que de borax, de bore, de chromite, de magnésite et de marbre. Les combustibles renouvelables, en particulier le bois, et les cours d'eau du pays, sont également d'importantes sources nationales d'énergie. Le secteur public compte pour près de 70 pour cent de la valeur ajoutée dans le sous-secteur des mines, tandis que le secteur privé a accru son rôle dans la gestion des actifs énergétiques et dans les opérations s'y rapportant, en particulier pour ce qui concerne la production d'électricité. La production nationale d'énergie en Turquie comble environ 29 pour cent des besoins.³²

32. Le cadre institutionnel du sous-secteur des industries extractives n'a pas connu de modifications d'envergure. Les questions liées à l'énergie et aux industries extractives tombent sous la responsabilité du Ministère de l'énergie et des ressources naturelles (MENR). La Direction générale des affaires des industries extractives (GDMA) a pour mission d'administrer la Loi sur les industries extractives au nom du MENR, tandis que l'Autorité de régulation du marché de l'énergie (EMRA) est l'organe de régulation du marché de l'énergie depuis 2001.³³ Le Sous-Secrétariat de l'Office national de planification (SPO) évalue les besoins généraux en énergie de la Turquie. Plusieurs institutions publiques exercent des activités dans le domaine des industries extractives et celui de l'énergie, ce qui est à la source d'une mauvaise coordination au sein du secteur et qui parfois rend difficile la résolution des problèmes.³⁴ Cependant, les organismes qui exercent des responsabilités au sein du secteur conjuguent maintenant leurs efforts dans le dessein d'améliorer la coordination et les résultats.

33. Les droits de douane sont en moyenne de 0,3 pour cent dans les industries extractives (branche 2 de la CITI, Révision 2), et vont de zéro, notamment pour le soufre, les minerais et concentrés, le charbon, le lignite, le pétrole brut, les diamants naturels et les pierres précieuses, à 20 pour cent pour le sel et le chlorure de sodium pur (SH 250100). Les importations d'électricité se font en franchise de droits. Cependant, une TVA de 18 pour cent est perçue sur l'électricité.

³¹ On calcule l'élément agricole de chaque produit en multipliant la quantité de produits agricoles primaires utilisés dans la transformation, selon un ensemble convenu de ratios, par un taux spécifique (dit "montant de base").

³² Information en ligne du Ministère de l'énergie et des ressources naturelles. Adresse consultée: <http://www.enerji.gov.tr/belge/butce.doc> [14 août 2007].

³³ L'EMRA est chargée d'élaborer et d'appliquer le droit dérivé (c'est-à-dire les décrets d'application), de délivrer les licences aux entreprises qui souhaitent intervenir sur le marché, d'approuver et de publier les tarifs, de contrôler et de superviser les entreprises du secteur, de faire les audits techniques, juridiques et financiers, de régler les différends, d'approuver, de modifier et de faire respecter les normes de résultats, enfin d'appliquer des sanctions au besoin.

³⁴ OMC (2003).

34. Une commission de 0,05 pour cent est payée à l'Union des exportateurs pour l'électricité exportée par la TETAS.

ii) Industries extractives

35. Le sous-secteur des industries extractives de la Turquie est caractérisé par la diversité et le dynamisme. Hormis le pétrole et le charbon, on pense qu'il y a plus de 4 400 gisements en Turquie³⁵, et environ 77 minéraux commercialement exploitables.³⁶ En 2005, 53 minéraux ont été extraits.³⁷ La Turquie possède les deux tiers des réserves mondiales de bore et elle est le plus important producteur de minerai de bore³⁸; 6 pour cent des réserves mondiales de chromite, et 40 pour cent des réserves mondiales de marbre. Les réserves minérales connues de la Turquie sont évaluées à environ 2 000 milliards de dollars EU.³⁹ Durant l'exercice 2003-2004, 1 136 nouvelles industries extractives et sociétés d'exploitation de carrières ont été formées.⁴⁰ Les exportations des industries extractives ont connu une hausse moyenne de 31 pour cent durant la période 2002-2006 et ont représenté 2,4 pour cent des exportations totales de marchandises de la Turquie en 2006.⁴¹

36. Pour le secteur des industries extractives, les principaux objectifs de la Turquie sont de produire des matières premières compétitives et non nocives et d'accroître la valeur ajoutée en transformant les produits bruts. Selon la loi turque, l'État a la propriété exclusive des "ressources du sous-sol" et lui seul peut en disposer. Les ressources du sous-sol ne sont pas considérées comme partie du bien-fonds où elles se trouvent. L'État peut délivrer des licences à des sociétés privées pour la prospection et l'exploitation de mines durant des périodes et à des fins précises; des redevances doivent être payées à l'État.

37. La Turquie a entrepris une série de réformes dans le sous-secteur des industries extractives. En 2003, le Parlement a adopté une nouvelle loi sur l'investissement étranger pour encourager à la fois l'investissement local et l'investissement étranger, y compris dans les mines.⁴² Les étrangers peuvent

³⁵ Sous-Secrétariat au commerce extérieur du Premier Ministre. Adresse consultée: <http://www.igeme.org.tr/eng/turkey/industry.pdf> [13 juin 2007].

³⁶ Université technique d'Istanbul. Adresse consultée: http://www.humboldt-foundation.de/de/netzwerk/veranstalt/hoersaal/2006_istanbul/oenai.pdf [15 juin 2007].

³⁷ Sous-Secrétariat au commerce extérieur du Premier Ministre. Adresse consultée: <http://www.igeme.org.tr/eng/turkey/industry.pdf> [14 juin 2007].

³⁸ Rapport de la Commission géologique des États-Unis sur la production de bore aux États-Unis. Adresse consultée: <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/boron/boronmcs07.pdf> [13 juin 2007].

³⁹ Sous-Secrétariat au commerce extérieur du Premier Ministre. Adresse consultée: <http://www.igeme.org.tr/eng/turkey/industry.pdf> [15 juin 2007].

⁴⁰ Rapport de la Commission géologique des États-Unis sur l'industrie des industries extractives de la Turquie pour la période 2003-2005. Adresse consultée: <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2003/tumyb03.pdf>; <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2004/tumyb04.pdf>; et <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2005/tumyb05.pdf>.

⁴¹ Sous-Secrétariat au commerce extérieur du Premier Ministre. Adresse consultée: <http://www.igeme.org.tr/introeng.htm>.

⁴² Sous-Secrétariat de l'Office national de planification (2006).

investir dans le sous-secteur des mines uniquement par l'entremise de sociétés de droit turc (chapitre II 4)). Cependant, le gouvernement se réserve la prospection et l'exploitation du bore, de l'uranium et du thorium.

38. La Turquie a apporté plusieurs modifications à son régime des industries extractives, en adoptant la Loi n° 5177 de 2004 sur les industries extractives, qui modifiait la Loi n° 3213 de 1985 sur le même sujet. La Loi n° 5177 classe les minéraux en cinq groupes: i) sable et gravier; ii) marbre et autres pierres décoratives semblables; iii) sels en solution pouvant être extraits de la mer, des lacs et des eaux de source; iv) énergie, métaux et minéraux industriels; et v) pierres semi-précieuses et pierres précieuses.

39. Les activités des industries extractives sont réglementées par la GDMA, qui délivre aussi des licences d'activités des industries extractives. Il y a trois types de licences: la licence/certificat d'exploration; la licence d'exploitation; et le permis d'exploitation. Les licences d'exploration sont valides durant trois ans. Les licences des industries extractives (ou "certificats" pour les minéraux du groupe V) peuvent être accordées aux nationaux turcs ou à toute société étrangère établie en Turquie, puisque ces sociétés sont considérées comme des sociétés turques. Avant l'expiration de la licence d'exploration, le titulaire doit obtenir une licence d'exploitation: cette licence peut être accordée pour des périodes de cinq ans pour certaines catégories de minéraux, et pour des périodes non inférieures à dix ans pour les autres catégories, mais ces périodes peuvent être prorogées. Les titulaires de licences d'exploration doivent aussi obtenir des permis d'exploitation auprès de la GDMA. Une fois le permis accordé, la société concernée dispose d'une année pour commencer ses activités minières, à défaut de quoi elle devra payer une redevance représentant 10 pour cent de la production annuelle déclarée dans la demande initiale, pour chaque année de non-exploitation. La licence d'exploitation confère le droit d'utiliser la zone visée par la licence, tandis que le permis d'exploitation est la preuve de l'autorisation d'exploiter une mine. La durée de validité d'un permis est égale à celle d'une licence.⁴³

40. Toutes les activités du sous-secteur sont soumises au contrôle environnemental du Ministère de l'environnement et des forêts. En fonction du lieu où se déroulent les activités, une autorisation pourrait devoir être obtenue du Ministère de la santé, du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales et du Ministère de la culture et du tourisme. La Loi n° 5177 établit diverses redevances pour les diverses catégories d'exploitation minière.⁴⁴ Les droits de l'État sur les minéraux produits sont les suivants: 4 pour cent du montant des ventes départ mine pour les groupes de minéraux i) et v), et pour tous genres de matériaux employés dans la construction (par exemple pieux de recouvrement), les travaux de construction rudimentaires, les barrages, les étangs, les ports maritimes et les routes; et 2 pour cent pour les autres groupes de minéraux. Pour les sociétés minières qui utilisent dans leurs activités de transformation le minerai qu'elles produisent, le calcul de la redevance prend en compte le volume de minerai transformé (par réduction forfaitaire de 50 pour cent de la redevance). Lorsque les activités minières ont lieu sur des terres appartenant à l'État, le titulaire de la licence doit payer une redevance additionnelle de 30 pour cent étant donné qu'il n'aura pas à payer la location de biens domaniaux pour ses activités.

41. En 1985, un Fonds des industries extractives était établi (article 34 de la Loi n° 3213), qui relevait du MENR. Son mandat était de consentir des crédits financiers pour les activités de prospection, de recherche technique, de développement, de préparation de projet, d'installation, de

⁴³ Une licence d'activités minières peut être cédée à quiconque remplit les conditions fixées par la Loi n° 5177 de 2004, et la cession doit être enregistrée auprès de la GDMA (Onder, 2006).

⁴⁴ En général, le taux est de 4 pour cent pour le premier et le cinquième groupe de minéraux, et de 2 pour cent pour les groupes restants (Onder, 2006).

construction, de production et d'exportation. Le Fonds existe encore, mais il ne lui est pas attribué de nouvelles ressources; il n'est financé que sur le budget général.⁴⁵ Cinq mécanismes offrent aujourd'hui des crédits moyennant des taux bien inférieurs à ceux du marché (tableau IV.4).

Tableau IV.4
Mécanismes de crédit, 2007

| Mécanisme | Caractéristiques générales | Taux d'intérêt nominal |
|---|---|------------------------|
| Prospection et exploitation des industries extractives | Crédit de trois ans au maximum; différé d'amortissement d'un an; le montant ne peut pas dépasser 50% des dépenses de prospection et de détermination des réserves minérales et autres biens se trouvant dans la zone autorisée. Si la prospection est faite par la Direction générale de la prospection et de l'exploration des mines, le montant du crédit peut correspondre à 75% des dépenses | 11% |
| Installations, agrandissement et développement | Crédit de cinq ans au maximum; différé d'amortissement de deux ans; le montant est proportionnel au taux d'autofinancement; et le crédit ne peut pas dépasser 50% dans des circonstances normales. Si un certificat d'incitation est accordé, il ne peut pas dépasser 60%. Le crédit vise les dépenses de développement des installations, les investissements destinés à l'agrandissement et à la modernisation et les dépenses d'infrastructures dans la zone autorisée | 13% |
| Crédit pour la gestion (exploitation) | Crédit de trois ans au maximum; il ne peut excéder le fonds de roulement; différé d'amortissement d'un an | 15% |
| Exportations | | 20% |
| i) Crédit à l'exportation | Crédit d'un an; 50% des dépenses totales nécessaires pour la production et l'exportation du minéral (à l'exclusion des frais de transport) | 13% |
| ii) Lettre de crédit ou crédit au titre du certificat d'exportation | Crédit de six mois; 50% maximum de la lettre de crédit; le crédit est destiné à assurer le financement jusqu'à l'exportation du minéral | 13% |
| Crédit de stockage | Crédit couvrant 20 à 40% au maximum du coût du stockage de minéraux produits et préparés | 25% |
| i) Crédit de stockage pour exportation | Crédit couvrant 40% au maximum du coût du stockage de minéraux produits et préparés | 13% |
| ii) Crédit de stockage pour consommation intérieure | Crédit couvrant 20% au maximum du coût du stockage de minéraux produits et préparés pour consommation intérieure | 15% |

Note: Tous les crédits requièrent une lettre de garantie bancaire représentant 1,3 fois le montant du crédit.

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements communiqués par les autorités turques.

iii) Énergie

a) Aperçu général

42. Le marché turc de l'énergie compte parmi les plus dynamiques du monde: la consommation totale d'énergie primaire se chiffrait à 92,6 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) à la fin de 2006, et elle devrait atteindre 126 Mtep en 2010 et 222 Mtep en 2020. Selon les autorités, la dépendance de la Turquie pour les importations d'énergie est d'environ 71 pour cent, le pétrole représentant 46 pour cent des importations totales nettes d'énergie, suivi par le gaz (37 pour cent) et le charbon (16 pour cent). La production intérieure comble 29 pour cent des besoins. L'IED requis dans le sous-secteur est estimé à environ 4,5 milliards de dollars EU par année jusqu'en 2010.⁴⁶ Les besoins en électricité de la Turquie se sont chiffrés à 174,6 GWh en 2006, et les autorités prévoient qu'ils se situeront entre 406 et 499 GWh d'ici à 2020.

⁴⁵ Loi n° 5177, et Communiqué n° 24785 du 14 juin 2002 publié au Journal officiel.

⁴⁶ OMC (2003).

43. Le principal objectif de la politique énergétique de la Turquie est d'assurer la sécurité des approvisionnements. En outre, les autorités projettent notamment ce qui suit: réformer et libéraliser le sous-secteur pour le rendre plus productif, plus performant et plus transparent; exploiter les sources nationales d'énergie dans le respect du développement durable et de l'environnement (y compris les sources nouvelles et renouvelables); réduire les transferts publics aux sociétés d'État opérant dans le sous-secteur; et tirer parti de l'emplacement géopolitique du pays pour en faire une plate-forme de transit dans le commerce international du pétrole et du gaz (couloir de transport est-ouest pour l'énergie).⁴⁷

44. Plusieurs sociétés d'État dominant encore le sous-secteur, notamment la Société de production d'électricité (EUAS), les sociétés locales de distribution appartenant à la Société turque de distribution de l'électricité (TEDAS), la Société turque de transport de l'électricité (TEIAS), la Société turque de commerce de l'électricité (TETAS), la Société des pétroles turcs (TPAO) et la Société des oléoducs (BOTAS) (tableau IV.5). Certaines de ces sociétés figurent dans le portefeuille des privatisations, et d'autres ont été privatisées au cours des dernières années, par exemple la société Petrol Ofisi (POAS), principal détaillant de produits pétroliers en Turquie, et la Société turque de raffinage du pétrole (TUPRAS), un monopole du sous-secteur du raffinage (chapitre III 4) ii).

Tableau IV.5
Interventions de l'État dans le secteur de l'énergie, 2007

| Entreprise économique d'État | Part de marché | Réglementation des prix | Autres |
|---|---|---|---|
| Pétrole et gaz | | | |
| Société des pétroles turcs (TPAO): production, exploration, forage, stockage du gaz naturel, pipelines, commerce et transport du pétrole (TPIC-filiale de la TPAO) | Produit 70% du pétrole d'origine turque; possède et exploite 18 des 36 gisements de gaz | Le prix du pétrole brut est fixé en vertu de l'article 3/25 a) de la Loi n° 6326 sur le pétrole et en vertu de la Loi n° 5015 sur le marché du pétrole. | Les producteurs de pétrole ne peuvent pas exporter plus de 35% du pétrole brut extrait à terre et plus de 45% du pétrole brut extrait au large. |
| Société des oléoducs (BOTAS): importation, transport, distribution et vente de gaz naturel et transport de pétrole brut La Loi sur le marché du gaz naturel autorise le secteur privé à intervenir sur le marché du gaz naturel, et il est prévu de scinder la BOTAS en plusieurs entités pour les activités susmentionnées. | Le monopole de la BOTAS a été supprimé par la Loi sur le marché du gaz naturel. | Article 11 de la Loi n° 4646. Les tarifs (raccordement; transport et surveillance des modes de transport; stockage; vente en gros; vente au détail) sont déterminés par l'EMRA. À l'heure actuelle, tous les tarifs (sauf les tarifs de vente du GNC) sont approuvés par l'EMRA jusqu'à ce qu'une concurrence suffisante soit en place. Tous les tarifs prennent la forme de prix plafonds. | |
| Charbon | | | |
| Entreprises houillères de Turquie (TTK): anthracite | Unique producteur d'anthracite | Prix fixés par la TTK | Niveau élevé de subvention |
| Société de production d'électricité (EUAS) ^a | Produit 26% du lignite turc | Prix fixés par l'EUAS | |
| Entreprise turque de production de lignite (TKI): lignite | Produit 45,8% du lignite turc | Prix fixés par la TKI | |

⁴⁷ La Turquie a donné la priorité principalement à deux pipelines: l'oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan (qui passe par l'Azerbaïdjan et la Géorgie), qui a été terminé en 2006 et peut transporter 50 millions de tonnes de pétrole chaque année (son premier navire-citerne a été chargé le 4 juin 2006); et le gazoduc Baku-Tbilisi-Erzurum, pour la coopération régionale en matière d'approvisionnements en carburant, qui pourra transporter 20 milliards de mètres cubes par année. En outre, la Turquie a entrepris des projets avec d'autres pays, par exemple le gazoduc Turquie-Bulgarie-Roumanie-Hongrie-Autriche (Nabuco); et le pipeline du Caucase méridional.

| Entreprise économique d'État | Part de marché | Réglementation des prix | Autres |
|--|--|---|--|
| Électricité | | | |
| Société de production d'électricité (EUAS) | Possède 58,5% de la puissance installée | Prix fixés par l'EUAS | Les entreprises privées peuvent participer à tous les segments du marché, sauf le transport, moyennant l'obtention de licences délivrées par l'EMRA. Il est prévu aussi de privatiser la production d'électricité. |
| Société turque de transport de l'électricité (TEIAS) | Possède et exploite le réseau de transport et intervient aussi sur le marché | Les méthodes sont définies et les tarifs sont calculés en application du Règlement sur les tarifs du marché de l'électricité, ainsi que des communiqués connexes, et ils sont soumis à l'approbation de l'EMRA. | La TEIAS restera à long terme l'unique exploitant du réseau de transport et l'unique propriétaire du réseau. |
| Société turque de commerce de l'électricité (TETAS) | Chargée du commerce et de la vente en gros de moins de 50% de la production totale d'électricité | La TETAS soumet ses tarifs de vente en gros à l'approbation de l'EMRA. | La TETAS a pris en charge toutes les obligations d'achat du secteur public du régime antérieur. Elle ne peut pas vendre à de nouveaux consommateurs ni signer de nouveaux accords d'achat d'énergie, si ce n'est au titre des obligations prévues dans la Loi sur le marché de l'électricité; son rôle devrait diminuer progressivement avec la baisse du fardeau financier. |
| 20 sociétés d'État régionales de distribution résultant de la restructuration de la Société turque de distribution de l'électricité (TEDAS), et une société privée régionale de distribution | La TEDAS est propriétaire du réseau de distribution, mais la distribution et la vente au détail sont l'affaire de sociétés régionales de distribution. | Les sociétés régionales de distribution soumettent leurs propositions de tarifs de distribution et de vente au détail, ainsi que leurs méthodes de calcul des prix, à l'approbation de l'EMRA. | Il est également prévu de privatiser la distribution d'électricité. |

a À l'exclusion de la production des sociétés privées dans les concessions minières de l'EUAS.

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements communiqués par les autorités turques.

45. Durant la période considérée, cinq nouvelles lois ont été adoptées pour le sous-secteur: i) la Loi n° 5015 sur le marché du pétrole, adoptée par le Parlement en décembre 2003, vise à supprimer les contrôles publics dans le sous-secteur, à libéraliser les prix (et les obligations d'achat de contenu national) du pétrole et des produits pétroliers, à lever les restrictions à l'intégration verticale, enfin à intégrer les fonctions se rapportant aux oléoducs, au raffinage et à la distribution; ii) la Loi n° 5307 sur le marché du gaz de pétrole liquéfié (GPL), adoptée le 2 mars 2005, régit l'offre, la distribution, le transport, le stockage et le commerce du GPL; iii) la Loi n° 5346 sur l'utilisation des sources d'énergie renouvelables aux fins de la production d'énergie électrique, qui est entrée en vigueur le 18 mai 2005, encourage et assure la production d'électricité à partir de sources renouvelables⁴⁸; iv) la Loi n° 5627 sur le rendement énergétique, qui est entrée en vigueur le 2 mai 2007, vise à encourager

⁴⁸ En vertu de la Loi n° 5346, l'EMRA accorde un certificat de source d'énergie renouvelable (certificat SER), qui habilite certaines installations à bénéficier des incitations prévues par la Loi. Les sources d'énergie renouvelables sont l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie géothermique, l'énergie verte, les biogaz, l'énergie houlomotrice, l'énergie des courants et l'énergie marémotrice, outre les centrales hydroélectriques dont la superficie de la retenue est inférieure à 15 kilomètres carrés. Les centrales hydroélectriques de grande taille sont elles aussi considérées comme sources renouvelables, mais elles ne figurent pas dans le mécanisme de soutien prévu par la Loi.

l'utilisation rationnelle de l'énergie⁴⁹; et v) la Loi n° 5686 sur les ressources géothermiques et les eaux minérales naturelles, adoptée le 13 juin 2007, vise à encourager l'exploration, la recherche, le développement et la production d'énergie géothermique et d'eaux minérales naturelles, d'une manière respectueuse de l'environnement.

46. Les licences liées à l'exportation et à l'importation d'électricité, de GPL et de gaz naturel sont régies par les Lois n° 4628, 5307 et 4646 respectivement, et par les décrets d'application pris par l'EMRA. Une licence est également requise en vertu de la Loi n° 5015 pour l'importation de pétrole, de solvants et de quelques produits pétroliers. Dans le marché de l'électricité, les licences sont délivrées pour une période maximale de 49 ans, la période minimale étant de dix ans, pour la production, le transport et la distribution; les licences du marché du gaz naturel ont une durée minimale de dix ans et une durée maximale de 30 ans.⁵⁰ Les exportations d'électricité vers les pays qui répondent à l'obligation de raccordement international sont faites par les titulaires de licences de vente en gros, à condition que leurs licences les y autorisent. Les droits à acquitter au titre des licences de vente en gros sont annoncés chaque année par le Conseil de l'EMRA, à savoir pour 2007: le droit non récurrent de licence de vente en gros pour le marché de l'électricité est de 250 000 livres, plus un droit annuel de licence de 0,003 kurus par kWh vendu⁵¹; le droit de licence de vente en gros pour le gaz naturel est de 50 000 livres, plus un droit annuel de licence de 0,0005 kurus par kWh vendu; le droit de licence d'importation de gaz naturel est de 75 000 livres, plus un droit annuel de licence de 0,0005 kurus par kWh importé; le droit de licence d'exportation de gaz naturel est de 10 000 livres, et le droit annuel de licence par kWh exporté est actuellement de zéro.

47. Les pertes élevées d'électricité, y compris du fait de vols, se sont poursuivies au cours des dernières années, malgré le constat d'une diminution.⁵² L'insuffisance des équipements, conjuguée à une importante déperdition d'énergie, devient également un problème de taille et entraîne parfois des coupures d'électricité. L'accroissement de la capacité de production d'électricité du pays reste une priorité absolue pour le gouvernement, qui se tourne vers le secteur privé pour de nouveaux investissements et une restructuration du sous-secteur. Douze centrales combinées au gaz naturel et à l'électricité, d'une capacité totale de près de 14 000 MW, sont en activité. Les droits d'exploitation d'une centrale thermique et d'une centrale hydroélectrique ont été transférés au secteur privé pour des périodes de 20 ans et de 26 ans respectivement. La Turquie a annoncé son intention de construire d'ici à 2015 une centrale nucléaire d'une capacité de 5 000 MW.⁵³

⁴⁹ Les autres lois intéressant le marché de l'énergie sont les suivantes: Loi n° 4628 sur le marché de l'électricité, publiée au Journal officiel du 3 mars 2001; et Loi n° 4646 sur le marché du gaz naturel, publiée au Journal officiel du 2 mai 2001 (voir OMC, 2003).

⁵⁰ La licence peut être renouvelée à condition que le titulaire remplisse les conditions fixées dans les lois et dans les décrets d'application.

⁵¹ 1 kurus = 0,01 livre.

⁵² Selon les autorités, les pertes d'électricité ont diminué de 17,8 pour cent en 2005 et de 15,1 pour cent en 2006.

⁵³ Commission européenne (2006).

b) Politique de l'énergie par type de produit

Pétrole et gaz naturel

48. Il y a deux grandes entreprises d'État dans le sous-secteur du pétrole et du gaz naturel: la BOTAS et la TPAO. La BOTAS doit être scindée en trois entreprises d'État à partir de 2009: une pour le commerce et une pour le stockage qui seront privatisées, et une autre pour le transport qui ne le sera pas. Les deux distributeurs locaux (ESGAZ et BURSAGAZ), qui appartiennent à la BOTAS, ont été d'abord transformés en entreprises commerciales puis privatisés en 2004. En vertu de la Loi n° 4646, et depuis 2003, la BOTAS doit faire des appels d'offres pour céder ses contrats d'achat et de vente de gaz naturel jusqu'à ce que ses importations ne représentent plus que 20 pour cent de la consommation annuelle totale.⁵⁴ La TUPRAS, privatisée le 26 janvier 2006, reste la seule entreprise de raffinage de pétrole; ses quatre raffineries ont une capacité annuelle totale de 27,6 millions de tonnes. Il existe 49 entreprises de distribution.

49. Les ressources pétrolières appartiennent à l'État, qui accorde des licences d'exploration et de production.⁵⁵ En juillet 2007, on comptait 39 entreprises dans l'extraction du pétrole⁵⁶, 107 gisements de pétrole et 36 gisements de gaz: parmi ceux-ci, 67 gisements de pétrole et 18 gisements de gaz sont détenus et exploités par la TPAO (qui contribue pour 70 pour cent à la production nationale de pétrole). Récemment, la TPAO a aussi commencé à stocker du gaz naturel.⁵⁷ Ces dernières années, elle a développé ses activités de prospection de pétrole et de gaz naturel au large des côtes, en particulier en mer Noire, y compris avec des actionnaires étrangers (par exemple Petrobras et Chevron).

50. Comme dans d'autres pays membres de l'Agence internationale de l'énergie, un organisme responsable des stocks doit être créé pour maintenir des réserves de pétrole suffisantes en cas de nécessité.⁵⁸ En vertu de l'article 16 de la Loi n° 5015, les stocks de produits pétroliers doivent correspondre à 90 jours des importations nettes moyennes de l'année précédente. Les entreprises de distribution et les raffineries sont également tenues de constituer des stocks équivalant au minimum à 20 jours d'approvisionnement; certains grands consommateurs, qui ont besoin d'au moins 20 000 tonnes par an de combustibles liquides, doivent détenir des stocks équivalant à 15 jours de consommation, considérés comme faisant partie du stock national de produits pétroliers.⁵⁹ Le reste de ce stock doit être conservé par des raffineries. D'après les autorités, l'EMRA fixe des prix plafonds

⁵⁴ Le premier appel d'offres à cette fin a été lancé le 30 novembre 2005 et approuvé par la BOTAS le 30 novembre 2006; il concernait 4 milliards de mètres cubes, offerts à quatre entreprises. L'EMRA a accordé une licence d'importation à l'une de ces entreprises en juillet 2007.

⁵⁵ Afin d'accélérer les activités d'exploration de pétrole et de gaz, un projet de loi sur le pétrole a été présenté au Parlement.

⁵⁶ Les réserves de pétrole sont situées principalement au sud-est de la Turquie et en Thrace.

⁵⁷ La première installation souterraine d'entreposage de gaz naturel, d'une capacité de 2 milliards de mètres cubes, a commencé à fonctionner en juillet 2007.

⁵⁸ À cette fin, un projet de loi sur l'Agence nationale des stocks de produits pétroliers est en cours d'élaboration (Office national de planification, 2006).

⁵⁹ Les consommateurs soumis à cette condition sont les entreprises agréées dont la consommation annuelle de produits pétroliers est supérieure au seuil fixé par l'EMRA et correspond au moins à 5 000 tonnes de mazout, de fuel domestique ou de gazole.

pour tous les produits pétroliers et les détaillants sont libres d'établir leurs prix en fonction de ces limites. En ce qui concerne le gaz naturel, tous les prix, sauf celui du gaz naturel comprimé, doivent être approuvés par l'EMRA tant que la concurrence est insuffisante.

51. Les entreprises étrangères peuvent investir sans restriction dans la commercialisation et la vente de produits pétroliers et de gaz naturel. Les entreprises contrôlées ou détenues par d'autres États ne peuvent investir dans les activités en amont qu'avec l'autorisation du Conseil des ministres.⁶⁰ Pour investir dans le raffinage, le transport par pipeline et le stockage, l'approbation du Conseil de l'EMRA est nécessaire.⁶¹ L'EMRA délivre des licences pour toutes les activités pétrolières.⁶² Elle examine actuellement des demandes de licences pour des raffineries du secteur privé, dont les sites ne sont pas encore déterminés.

52. L'EMRA procède à des appels d'offres pour la distribution du gaz naturel. Une licence distincte est exigée pour chaque activité marchande (par exemple vente en gros, distribution, importation, exportation, stockage) et, si l'activité fait intervenir plusieurs sites, pour chacun d'eux. Depuis que l'EMRA a commencé à recevoir des demandes de licences, en novembre 2002, elle a accordé 155 licences pour des activités liées au gaz naturel (situation en août 2007).

Charbon

53. Deux grandes entreprises d'État, les Entreprises turques de production de lignite (TKI) et les Entreprises houillères de Turquie (TTK), continuent de dominer le sous-secteur des charbonnages.⁶³ La TKI produit environ 46 pour cent de la lignite extraite en Turquie, tandis que la TTK a un monopole de fait pour la production, la transformation et la distribution de la houille. Ces entreprises d'État fixent le prix de la houille et de la lignite sur le marché intérieur, en tenant compte des cours mondiaux. Le gouvernement peut influencer ces prix pour des motifs sociaux ou économiques. Les prix ne permettent pas à la TTK de couvrir ses coûts; elle est régulièrement déficitaire, tandis que la TKI est devenue rentable en 1995.

54. Le montant total des transferts financiers du Trésor à la TTK a été de 571 millions de livres en 2006; la TKI ne reçoit plus de subventions directes depuis 1995. Le gouvernement s'efforce depuis 1993 d'accroître la productivité et de réduire les sureffectifs dans le sous-secteur des charbonnages. La TTK et la TKI ne sont pas sur la liste des entreprises à privatiser, mais le gouvernement envisage de les privatiser à moyen ou à long terme. À ce jour, seule la centrale thermique de Cayirhan a été privatisée, par transfert des droits d'exploitation. Néanmoins, des mesures ont été prises en vue de la privatisation d'autres entreprises.⁶⁴

⁶⁰ Article 12 de la Loi n° 6326.

⁶¹ Les principales entreprises privées exerçant ces activités sont notamment TUPRAS, Petrol Ofisi, BP, Shell, Total, Opet et Aygaz.

⁶² En 2006, l'EMRA a accordé une licence à une entreprise privée (Décret du Conseil des ministres du 10 avril 2006).

⁶³ La lignite turque a un faible pouvoir calorifique et contient beaucoup de soufre, de poussière et de cendres.

⁶⁴ Par exemple, la TKI confie à des entreprises privées plus de 65 pour cent de ses travaux préparatoires pour l'exploitation à ciel ouvert.

Électricité

55. En 2001, la TEAS, une entreprise d'État verticalement intégrée, a été scindée en trois entreprises responsables de différents segments du marché de l'électricité: l'EUAS pour la production, la TEIAS pour le transport et la TETAS pour le commerce de gros. Des entreprises de distribution régionales, issues de la restructuration de la Société turque de distribution de l'électricité (TEDAS), sont chargées de la distribution et de la vente au détail. Les réseaux de distribution appartiennent à la TEDAS, mais les droits d'exploitation de ces réseaux ont été transférés aux entreprises de distribution régionales.⁶⁵ La TEIAS a le monopole du transport et est responsable des activités marchandes. Depuis le milieu des années 90, les entreprises privées peuvent participer directement à tous les segments du marché de l'électricité (sauf le transport). Depuis l'adoption de la Loi n° 4628, la participation du secteur privé, qui passait par un système de concessions, s'effectue dans le cadre de contrats bilatéraux qui prévoient un mécanisme de règlement des différends.

56. Les contrats qui subsistent du régime précédent sont de trois types: construction-exploitation-transfert, transfert de droits d'exploitation et construction-exploitation-possession. Ces contrats ont une durée de 15 à 20 ans et comportent des accords d'achat d'électricité, en quantités prédéterminées et selon une formule de prix convenue, garantis par le Trésor.⁶⁶ Ce système a entraîné l'accumulation d'un important passif éventuel et subventionne implicitement une activité qui était déjà peu efficiente. La TETAS a repris toutes les obligations d'achat découlant de ces contrats; les profits tirés de la vente d'électricité de l'EUAS, dont le prix de revient est faible, ont été employés pour compenser le déficit lié aux contrats.

57. Les tarifs du réseau, les tarifs pour les clients qui n'ont pas la liberté de choix du fournisseur ainsi que les prix de gros de la TETAS sont réglementés.⁶⁷ En vertu du Règlement sur les tarifs du marché de l'électricité et des communiqués connexes, les tarifs de l'électricité doivent tenir compte des coûts et être calculés au moyen de méthodes déterminées à l'avance; les coûts qui ne sont pas directement liés à des activités marchandes ne doivent pas être pris en compte. Selon les autorités, les subventions croisées pour l'électricité sont autorisées jusqu'en 2010. De façon générale, les consommateurs industriels subventionnent les ménages, et les régions à l'est de la Turquie reçoivent des subventions d'autres régions. Une fois fixés par les entreprises, les tarifs réglementés doivent être examinés et approuvés par l'EMRA. Tous les tarifs sont publiés au Journal officiel et sur le site Internet de l'EMRA, de façon à garantir la transparence.

58. Les prix de vente de l'électricité n'ont pas augmenté depuis octobre 2002⁶⁸, malgré une hausse des prix d'importation du pétrole et du gaz. Le prix de l'électricité à la consommation est assujéti à quatre prélèvements: i) le prélèvement de 1 pour cent pour le Fonds pour l'énergie; ii) un prélèvement de 2 pour cent qui finance la Société turque de radio et de télévision; iii) la taxe municipale à la consommation (5 pour cent pour les ménages et 1 pour cent pour les utilisateurs

⁶⁵ La TEDAS a assuré 73,1 pour cent de la consommation totale d'électricité en Turquie en 2006, et 78,2 pour cent de janvier à juillet 2007 (TEDAS, 2005).

⁶⁶ La puissance installée dans le cadre de ces contrats est de 9 200 MW.

⁶⁷ Les consommateurs dont la consommation annuelle dépasse le seuil fixé par le Conseil, ceux qui achètent du gaz naturel pour produire de l'électricité et les producteurs locaux de gaz naturel ont le droit de choisir leurs fournisseurs. En 2007, le seuil applicable aux consommateurs d'électricité qui peuvent choisir leur fournisseur a été ramené à 3 GWh.

⁶⁸ TEDAS (2005).

industriels) qui s'applique au montant cumulé des deux autres prélèvements; et iv) la TVA au taux de 18 pour cent.

4) INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

i) Principales caractéristiques

59. Dans le secteur manufacturier, la valeur ajoutée est passée de 15 milliards de dollars EU en 1980 à quelque 45 milliards de dollars EU en 2004, soit un taux de croissance annuelle moyen de 7,9 pour cent entre 2001 et 2004 (contre 4,2 pour cent entre 1990 et 2000). En 2005, le taux d'utilisation des capacités a été le plus élevé des dix dernières années, avec une moyenne de 80,3 pour cent.⁶⁹ En conséquence, le secteur manufacturier a contribué pour 25,3 pour cent au PNB réel en 2006 (24,7 pour cent en 2002); il emploie environ un cinquième de la main-d'œuvre déclarée. Les investisseurs privés évoluent progressivement vers des activités à plus forte valeur ajoutée, comme les produits électroniques grand public et l'automobile. Les principaux problèmes dans ce secteur sont notamment le manque de main-d'œuvre qualifiée et de technologies, une faible capacité de production pour les produits à forte valeur ajoutée et des investissements insuffisants dans les sous-secteurs émergents.⁷⁰

60. Ces dernières années, la structure des exportations du secteur manufacturier a quelque peu changé (tableau IV.6). La valeur ajoutée des industries des textiles et des vêtements, du cuir, des produits alimentaires et des boissons et des tabacs représente près du tiers de la valeur ajoutée manufacturière. Les exportations de produits manufacturés constituent environ 80 pour cent du total des exportations de marchandises, les CE et le Moyen-Orient étant les principaux marchés. Les importations de produits manufacturés représentent plus de 60 pour cent du total des importations de marchandises et concernent principalement les industries à forte intensité de capital, comme les machines et équipements de transport et les produits chimiques (chapitre I 3 i)).

Tableau IV.6
Structure du secteur manufacturier, 2002 et 2005
(Part en pourcentage)

| Intensité de technologie ^a | Production | | Exportations | |
|---------------------------------------|------------|-------------------|--------------|-------|
| | 2002 | 2005 ^b | 2002 | 2005 |
| Forte | 5,1 | 6,3 | 6,2 | 6,0 |
| Moyennement forte | 18,2 | 25,3 | 24,3 | 28,5 |
| Moyennement faible | 26,7 | 27,0 | 22,8 | 26,9 |
| Faible | 50,0 | 41,4 | 46,8 | 38,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

a La classification du Tableau de bord de l'OCDE (science, technologie et industrie) a été utilisée comme référence.

b Prévisions sur la base des prix de 2002.

Source: Office national de planification (2006), *Ninth Development Plan 2007-13*, Ankara.

⁶⁹ Ministère de l'industrie et du commerce (2006).

⁷⁰ Office national de planification (2006).

61. Au cours des dernières années, diverses entreprises d'État du secteur manufacturier ont été privatisées ou liquidées, y compris dans certaines industries lourdes (par exemple le raffinage du pétrole, la métallurgie des métaux non ferreux, l'industrie chimique et la sidérurgie), et d'autres entreprises, comme le fabricant de tabacs TEKEL, devraient être privatisées prochainement (chapitre III 4) ii)). Bien que les entrées d'IED dans le secteur manufacturier soient passées brusquement de 110 millions de dollars EU en 2002 à 1 867 millions de dollars EU en 2006, la part de ce secteur dans le total des entrées d'IED est tombée de 29 pour cent à 10,4 pour cent durant cette période (chapitre I 3)). L'IED a bénéficié principalement aux secteurs des produits chimiques, des boissons et du tabac, des machines électriques, de l'automobile et des textiles.

ii) Évolution de la politique manufacturière

62. Le principal objectif à long terme de la Turquie dans le secteur manufacturier est d'encourager la compétitivité et la productivité, notamment en réduisant l'intervention directe de l'État et en privatisant les entreprises économiques d'État, en investissant dans le développement et l'innovation technologiques⁷¹, et en soutenant les petites et moyennes entreprises (PME).⁷² Le Ministère de l'industrie et du commerce (MIT) propose divers services et programmes de soutien par l'intermédiaire de l'Agence publique pour le développement des PME (KOSGEB) (chapitre III 3) iv)). Des incitations à l'investissement sont aussi accordées en vertu du Programme d'encouragement à l'investissement (PEI) (chapitre III 4) i)).

63. Le secteur manufacturier est le principal bénéficiaire des aides de l'État aux producteurs nationaux. En 2006, il a reçu 52 pour cent des certificats d'incitation à l'investissement (contre 65 pour cent en 2002), la plupart pour les textiles et les vêtements, suivis par les produits alimentaires et les boissons.⁷³ En outre, ce secteur bénéficie d'une grande partie des réductions de droits pour l'exportation et des crédits et garanties à l'exportation (chapitre III 3) iv)).

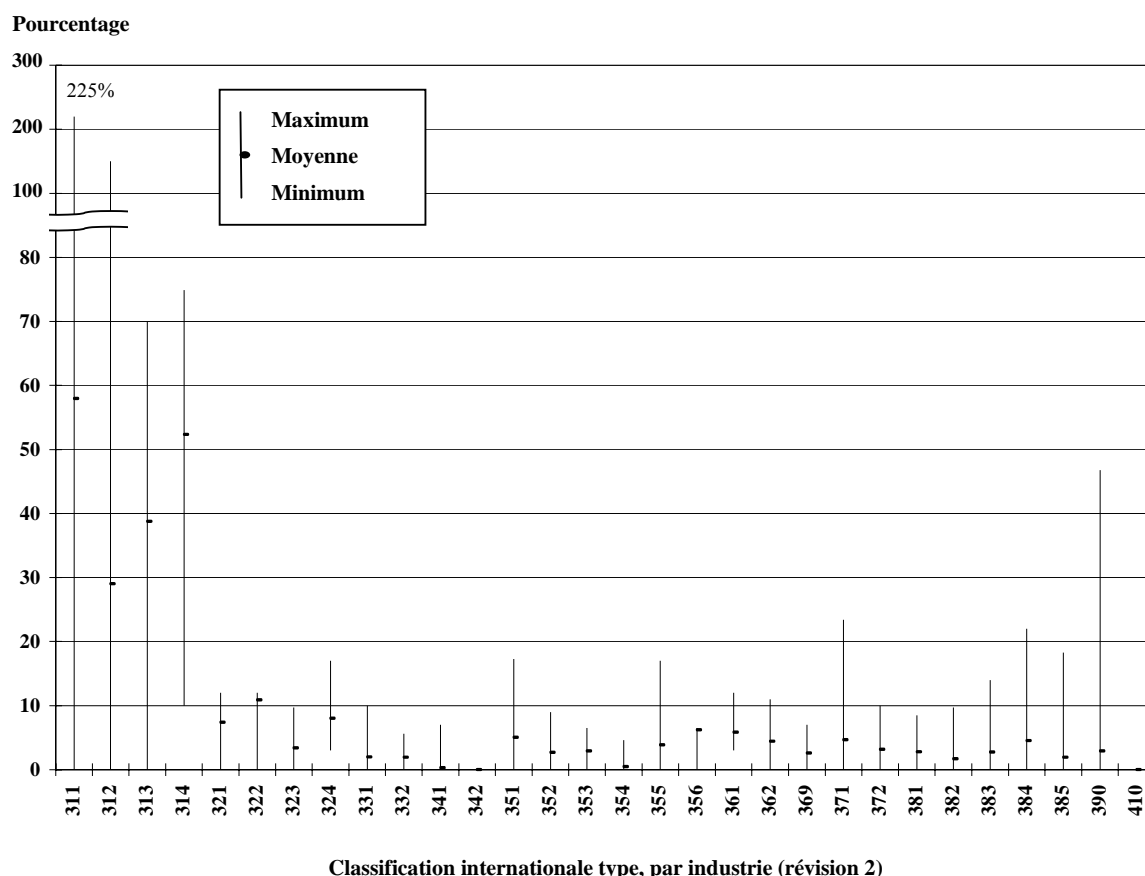
64. La moyenne des droits NPF appliqués aux produits manufacturés (branche 3 de la CITI, révision 2) est de 10,9 pour cent; la plus forte protection tarifaire est accordée à l'industrie des produits alimentaires (graphique IV.1). Il y a des droits spécifiques sur les boissons alcooliques, des droits mixtes notamment sur les tapis, le verre et la verrerie et les montres, et des droits variables sur certains produits manufacturés, y compris les sucreries, le chocolat, le malt et les préparations de pommes de terre (chapitre III 2) iii) b)). En raison de divers mécanismes d'incitation (en particulier les avantages tarifaires et fiscaux), la structure tarifaire est à la fois progressive et dégressive, ce qui n'encourage pas l'investissement dans certaines industries de produits semi-finis, comme les produits chimiques et les matières plastiques, dans lesquelles il y a une progression négative (chapitre III 2) iii) b)).

⁷¹ Le développement et l'innovation technologiques font partie des principaux éléments de la politique turque dans le secteur manufacturier. Un plan d'action stratégique a été mis en place pour promouvoir les activités de production axées sur l'exportation à forte intensité de technologie et à valeur ajoutée élevée (Ministère de l'industrie et du commerce, 2006).

⁷² Dans le secteur manufacturier, la part des PME représente environ 5 pour cent du PIB et quelque 15 pour cent de la valeur ajoutée (Commission européenne, 2006).

⁷³ Les PME sont prédominantes dans les industries des textiles et des vêtements et dans celles des produits alimentaires et des boissons: de ce fait, le nombre de certificats d'incitation accordés à ces deux sous-secteurs est relativement élevé, même si leurs coûts d'investissement sont faibles.

Graphique IV.1 Protection tarifaire dans le secteur industriel, 2007



| Désignation | Désignation |
|--|---|
| 311 Production alimentaire | 354 Production de produits divers à base de pétrole et de charbon |
| 312 Autres produits alimentaires et aliments pour animaux | 355 Production d'articles en caoutchouc, n.d.a. |
| 313 Boissons | 356 Production d'articles en matière plastique, n.d.a. |
| 314 Fabrication du tabac | 361 Poterie, céramique et porcelaine |
| 321 Textiles | 362 Fabrication de verre et d'articles en verre |
| 322 Fabrication de vêtements, sauf les chaussures | 369 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques |
| 323 Produits en cuir, sauf les chaussures et les vêtements | 371 Fabrication de produits sidérurgiques de base |
| 324 Chaussures, sauf les chaussures en caoutchouc vulcanisé ou en matière plastique | 372 Fabrication de produits de base en métaux non ferreux |
| 331 Bois et produits en bois, sauf les meubles | 381 Fabrication d'ouvrages en métaux, sauf machines et matériel |
| 332 Fabrication de meubles et accessoires, sauf ceux constitués essentiellement de métal | 382 Machines non électriques, y compris les ordinateurs |
| 341 Papier et produits en papier | 383 Fabrication de machines et d'appareils électriques |
| 342 Impression, édition et industries connexes | 384 Équipements de transport |
| 351 Produits chimiques industriels | 385 Équipements professionnels et scientifiques |
| 352 Autres produits chimiques, y compris les produits pharmaceutiques | 390 Autres industries manufacturières |
| 353 Raffinage du pétrole | 410 Énergie électrique |

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités turques.

65. Des contingents tarifaires NPF ont été appliqués aux tubes pour récepteurs de télévision en janvier 2007, puis supprimés le 30 juin 2007 (chapitre III 2) iv)). Des licences d'importation sont exigées pour certains produits manufacturés, tels que les véhicules automobiles, les appareils de transmission et les produits chimiques. En vertu de la CUD, la Turquie a introduit des contingents d'importation pour certains textiles et vêtements (section iii) a) ci-après. Les mesures antidumping qu'elle a prises visent principalement les textiles et les vêtements, les métaux communs, les matières plastiques et le caoutchouc et divers articles manufacturés tels que les briquets et les crayons (chapitre III 2) v) a)).

iii) Aperçu de certaines branches de production

a) Textiles et vêtements

66. Bien que la croissance moyenne annuelle de 1 pour cent dans le sous-secteur des textiles et des vêtements entre 2000 et 2005 ait été sensiblement plus faible que celle de 5,4 pour cent enregistrée dans le secteur manufacturier durant la même période, le sous-secteur des textiles et des vêtements reste la principale industrie turque. Il représente 4,2 pour cent du PIB et 13,3 pour cent de la production manufacturière et emploie environ 22 pour cent des travailleurs de l'industrie manufacturière. Un des principaux facteurs qui expliquent ce succès est l'abondance de la matière première: la Turquie est le sixième producteur mondial de coton. Les autres facteurs importants sont l'excellente qualité du coton turc, le faible coût de la main-d'œuvre, la disponibilité de travailleurs qualifiés et la forte intégration des industries des textiles et des vêtements. Le sous-secteur est dominé par des entreprises privées et en particulier par des PME. La moyenne des droits NPF sur les textiles, les vêtements et les produits en cuir est de 7,8 pour cent, le taux le plus élevé étant de 17 pour cent.

67. En 2006, les exportations de textiles et de vêtements ont représenté 22,7 pour cent du total des exportations de marchandises (contre 34,4 pour cent en 2002), et leur composition a continué d'évoluer vers des produits finis à plus forte valeur ajoutée et des vêtements prêts-à-porter. En 2004, la Turquie était le quatrième exportateur mondial de vêtements avec une part de 4,3 pour cent du marché mondial, et le neuvième exportateur de textiles avec une part de 3,3 pour cent.⁷⁴ Les CE sont traditionnellement son principal marché extérieur, tant pour les textiles que pour les vêtements, suivies par les États-Unis.⁷⁵ Au cours des cinq dernières années, quelque 56 pour cent des investissements dans la filature ont été réalisés dans la région du Projet Anatolie du Sud-Est (GAP). Ce projet est le plus complet des projets de développement régional jamais entrepris en Turquie; un de ses principaux objectifs est de multiplier par plus de deux la production de coton brut.⁷⁶

68. Les industries des textiles, des vêtements et du cuir ne jouissent pas d'incitations spécifiques. Toutefois, elles se classent au deuxième rang des principaux bénéficiaires des incitations offertes dans

⁷⁴ Ministère de l'industrie et du commerce (2006).

⁷⁵ En 2005, la Turquie a été le deuxième fournisseur des CE pour les textiles et les vêtements, avec des parts de marché respectives de 13,1 pour cent et 15,4 pour cent. Cette année-là, elle a été aussi le 11^{ème} fournisseur de textiles et le 19^{ème} fournisseur de vêtements aux États-Unis.

⁷⁶ Cette région englobe les provinces suivantes: Adiyaman, Batman, Diyarbakir, Gaziantep, Kilis, Mardin, Siirt, Sanliurfa et Sirnak. Le coût du GAP est estimé à quelque 32 milliards de dollars EU, somme qui sera affectée à l'aménagement et à la gestion des ressources foncières et hydriques pour l'irrigation et à des fins industrielles et urbaines, à l'amélioration de l'utilisation de la terre (optimisation du choix des cultures et des pratiques agricoles), au développement de l'agro-industrie et d'autres industries exploitant essentiellement les ressources locales et à l'amélioration des perspectives d'éducation et d'emploi et de la protection sociale, afin d'attirer de la main-d'œuvre qualifiée dans la région.

le cadre du PEI, telles que l'exemption des droits de douane et des prélèvements sur les machines et équipements importés, l'exemption de la TVA sur les machines et équipements importés ou d'origine nationale, et le soutien des taux d'intérêt en faveur des projets d'investissement (chapitre III 2) iii) c)).⁷⁷ En 2006, les investissements dans les industries des textiles et vêtements ont représenté 11,6 pour cent des certificats d'incitation à l'investissement, contre 26,1 pour cent en 2002. Les crédits et garanties offerts par la Turk Eximbank sont aussi l'une des principales incitations dont bénéficient les investisseurs dans les industries des textiles et vêtements (chapitre III 4) i)).

69. Les résultats des industries des textiles et des vêtements ont été affectés par la volatilité des prix du coton brut sur le marché intérieur au cours des dernières années.⁷⁸ Afin de résoudre ce problème, le secteur privé collabore avec le gouvernement pour créer un marché à terme qui devrait aider à stabiliser ces prix. D'autres problèmes qui affectent ces industries, comme de nombreuses autres branches de production, sont la fréquence des coupures d'électricité et le prix élevé de l'électricité par rapport à d'autres pays (section 3 iii) b) ci-dessus).

70. Conformément à l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements (ATV), la Turquie a notifié qu'au 1^{er} janvier 2005 elle aurait intégré tous les produits qui ne l'avaient pas été précédemment dans le GATT de 1994.⁷⁹ Elle s'est réservé le droit de recourir au mécanisme de sauvegarde transitoire prévu par l'article 6 de l'ATV, mais n'y a encore jamais recouru.⁸⁰ La Turquie a fait l'objet d'une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC pour ses restrictions sur les importations de textiles et de vêtements en provenance de Hong Kong, Chine, de l'Inde et de la Thaïlande (chapitre II 3) i)).

71. En vertu de la CUD, la Turquie a introduit des contingents d'importation pour certains textiles et vêtements. Elle applique des contingents au titre du système de double surveillance à 34 catégories de produits en provenance du Bélarus, avec lequel un accord a été conclu et, au titre du système de simple vérification, à des produits provenant de pays avec lesquels elle n'a pas conclu d'accord, à savoir la République populaire démocratique de Corée (48 catégories de produits), le Monténégro (12 catégories) et l'Ouzbékistan (deux catégories). En outre, elle applique des contingents à 44 catégories de textiles et de vêtements en provenance de Chine, par exemple les chemises, les chandails, les T-shirts et les gants.⁸¹ La Turquie ne vend pas ses contingents aux enchères; cela aurait

⁷⁷ La compensation des taux d'intérêt est de 5 points de pourcentage pour les crédits en livres et de 2 points de pourcentage pour les crédits en devises.

⁷⁸ La Turquie est importateur net de coton brut, avec des importations annuelles d'environ 50 000 tonnes et une production locale de 90 000 tonnes. Les prix mondiaux du coton brut ont été très instables ces dernières années, ce qui a affecté les prix du coton sur le marché intérieur et, en conséquence, les coûts de production dans l'industrie des textiles et des vêtements.

⁷⁹ Document de l'OMC G/TMB/N/480 du 5 juillet 2004. Le sous-secteur des textiles et des vêtements a été intégré au GATT de 1994 en quatre étapes, à savoir aux 1^{er} janvier 1995, 1^{er} janvier 1998, 1^{er} janvier 2002 et 1^{er} janvier 2005. Dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, la Turquie a demandé l'élaboration d'un programme de travail visant à examiner les effets de l'élimination progressive des contingents sur la production, l'investissement et le commerce dans le sous-secteur des textiles et des vêtements, en faisant valoir que ce programme devrait présenter des possibilités d'action, des avis techniques et une assistance concrète pour les petits producteurs ayant besoin de stratégies de réajustement.

⁸⁰ Document de l'OMC G/TMB/N/18 du 6 mars 1995.

⁸¹ Communiqué n° 2006/6, publié au Journal officiel n° 26386 du 24 décembre 2006. Ces contingents sont appliqués en vertu du paragraphe 242 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC,

pour effet de transférer une partie de la rente contingentaire à l'État sous forme de recettes publiques. Par contre, la majeure partie des contingents sont attribués aux entreprises qui ont exporté la même catégorie de produits l'année précédente, et la partie non utilisée revient aux nouveaux exportateurs des mêmes catégories de produits.⁸²

b) Fer et acier

72. L'industrie sidérurgique a été le moteur de l'industrialisation de la Turquie, qui est le onzième producteur mondial d'acier brut (environ 2 pour cent de la production mondiale en 2006).⁸³ Cette industrie a produit 23,3 millions de tonnes d'acier brut en 2006 (contre 16,5 millions de tonnes en 2002); sa capacité de production est estimée à quelque 27,7 millions de tonnes (22 millions de tonnes en 2002). La production d'acier brut se compose de produits longs (84,5 pour cent de la production totale en 2006), de produits plats (13,5 pour cent) et de produits en acier spéciaux (2 pour cent). L'industrie sidérurgique est désormais entièrement aux mains du secteur privé.⁸⁴ La moyenne des taux de droits sur les produits sidérurgiques est de 4,6 pour cent, le taux le plus élevé étant de 23,4 pour cent.

73. Les exportations de fer et d'acier ont représenté 8,5 pour cent du total des exportations de marchandises en 2006, les principaux marchés étant les CE et le Moyen-Orient. La consommation d'acier fini est passée de 8,7 millions de tonnes en 2001 à 20,8 millions de tonnes en 2006, principalement du fait de l'essor de la construction durant cette période. La Turquie est importatrice de produits plats (environ 4 milliards de dollars EU en 2006) et d'acier spécial (1,3 milliard de dollars EU) et est l'un des premiers importateurs mondiaux de ferraille (3,8 milliards de dollars EU en 2006). Elle essaie de rééquilibrer sa production en restructurant les usines existantes pour produire davantage de produits plats. On estime que la restructuration de la sidérurgie turque nécessitera quelque 4 milliards de dollars EU d'investissements.

74. Du fait de l'expiration de l'accord avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)⁸⁵, la période de cinq ans prévue pour accorder des subventions en vue de restructurer ou reconvertir l'industrie sidérurgique turque a pris fin en juillet 2001.⁸⁶ Toutefois, la Turquie a demandé aux CE une prorogation de cinq ans pour permettre à ses entreprises sidérurgiques de recevoir des aides publiques à des fins de restructuration (investissements nécessaires pour la reconversion et la modernisation des usines existantes, n'entraînant pas d'augmentation des capacités de production). Le 31 août 2006, la Turquie a présenté aux CE son Programme national de restructuration de l'industrie

qui établit un mécanisme de sauvegarde pour les importations de textiles et de vêtements en provenance de Chine. Document de l'OMC WT/ACC/CHN/49 du 1^{er} octobre 2001.

⁸² Le système de répartition des contingents en Turquie est exposé de façon détaillée dans OMC (1998).

⁸³ Ministère de l'industrie et du commerce (2006).

⁸⁴ En 2005, Oyak a acheté 49,29 pour cent des actions d'Erdemir, d'un montant de 2,96 milliards de dollars EU, par le biais de sa filiale Ataer Holding. En 2002, Erdemir a acquis Isdemir, un producteur turc de produits longs en fer, sous réserve qu'Isdemir commence la production de produits plats dans un délai de cinq ans.

⁸⁵ Le Traité instituant la CECA est entré en vigueur le 23 juillet 1952 et a expiré le 23 juillet 2002.

⁸⁶ Articles 7 et 8 de l'Accord entre la Turquie et la CECA.

sidérurgique, que la Commission des CE examine actuellement. Néanmoins, certaines entreprises turques modernisent déjà leurs usines selon le cadre défini dans ce programme.⁸⁷

75. L'industrie sidérurgique ne jouit d'aucune incitation spécifique. En outre, en vertu de l'accord avec la CECA, aucune incitation à l'investissement n'est accordée pour la production de produits sidérurgiques. Toutefois, cette industrie bénéficie d'un petit nombre d'incitations à l'investissement offertes dans le cadre du PEI (chapitre III 4 i)). Les crédits à l'exportation de produits sidérurgiques ont représenté 9 pour cent des crédits octroyés par la Turk Eximbank en 2006 (contre 10 pour cent en 2002).

c) Automobiles

76. L'industrie automobile turque compte 15 monteurs et constructeurs (dont certains sont des entreprises à capitaux étrangers ou des coentreprises) opérant en général sous licence, qui emploient directement plus de 40 000 personnes. En outre, on compte environ 700 fournisseurs de véhicules automobiles, employant quelque 150 000 salariés.⁸⁸ En 2006, il y avait 12 entreprises produisant des véhicules commerciaux sous licence étrangère, dont la capacité de production était de 400 000 véhicules; l'industrie des voitures particulières est beaucoup plus importante et en expansion, avec une capacité de production actuelle de 796 000 unités. En 2006, Renault (en coentreprise avec Oyak), Toyota et Fiat (en coentreprise avec Koc Com) ont produit quelque 89 pour cent des voitures particulières construites dans le pays (contre 93 pour cent en 2002) et dominaient le marché de l'importation de pièces détachées dans le cadre d'accords de licence.⁸⁹ Le niveau relativement bas du coût de la main-d'œuvre et l'accès en franchise au marché de l'automobile des CE sont parmi les principaux attraits de la Turquie pour les entreprises étrangères qui investissent dans la production de composants pour automobiles. Néanmoins, comme dans le reste de l'économie, l'IED dans l'industrie automobile reste limité, même s'il est en augmentation.

77. La production de l'industrie automobile (véhicules automobiles) en Turquie est passée de 347 000 unités en 2002 à quelque 988 000 unités en 2006. De même, les exportations n'ont cessé de progresser pour atteindre 11,7 milliards de dollars EU en 2005 (contre 4,3 milliards de dollars EU en 2002), et l'industrie automobile est devenue la deuxième exportatrice de produits manufacturés en Turquie. La part des composants dans le total des exportations de l'industrie automobile était de 31,6 pour cent en 2005 (contre 47,8 pour cent en 2002). Plus de 70 pour cent des exportations de l'industrie automobile sont destinées aux CE, principalement l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

78. La moyenne des droits appliqués aux véhicules automobiles est de 6,4 pour cent et le taux le plus élevé est de 22 pour cent. Un système de licences d'importation est prévu parmi les autres mesures à la frontière (chapitre III 2 iv)). Comme lors du précédent examen de la Turquie, la plupart des véhicules automobiles (six positions à quatre chiffres) ne peuvent être importés que sur présentation d'une facture pro forma certifiée par le Ministère de l'industrie et du commerce.⁹⁰

⁸⁷ Par exemple, Erdemir a déjà engagé le programme de reconversion des produits longs aux produits plats dans son usine d'Isdemir (Ministère de l'industrie et du commerce, 2006).

⁸⁸ L'Association des fabricants de pièces détachées et de composants pour automobiles (TAYSAD), créée en 1978, représente ces industries; elle comprend 189 membres, dont la plupart sont de grandes entreprises.

⁸⁹ Ministère de l'industrie et du commerce (2006).

⁹⁰ Voir OMC (1998), tableau IV.14.

D'après les autorités, ces contrôles exercés par le biais des factures pro forma visent à assurer la conformité des véhicules importés avec les directives communautaires.

79. Outre les droits de douane, les véhicules vendus sur le marché intérieur, qu'ils soient importés ou d'origine nationale, sont assujettis au taux de TVA le plus élevé, 18 pour cent. La taxe à l'achat de véhicules automobiles (MVPT) a été supprimée le 1^{er} août 2002, de même que la taxe pour le Fonds pour l'environnement (25 pour cent de la MVPT).⁹¹

80. Les constructeurs de voitures particulières ne jouissent d'aucune incitation spécifique; toutefois, comme tous les investisseurs, ils ont accès aux incitations offertes dans le cadre du GIEP (chapitre III 4) i)) et du programme d'incitation à l'exportation (chapitre III 3) v)).

5) SERVICES

i) Principales caractéristiques

81. Les services sont un secteur clé de l'économie turque en termes de contribution au PNB et aux recettes en devises (chapitre I 3) i)). Depuis le précédent examen, la Turquie a pris des mesures pour remédier à certains problèmes structurels dans divers sous-secteurs des services: le monopole de Turk Telecom (TT) pour la téléphonie par lignes fixes, les appels nationaux à grande distance et les appels internationaux a pris fin en 2004, et le champ d'application du processus de libéralisation et de privatisation a été élargi dans certains sous-secteurs (chapitre III 4) ii)). Néanmoins, diverses entreprises d'État continuent de dominer les activités de services et, dans certains cas, détiennent encore un monopole ou des droits exclusifs dans certains domaines du secteur des services, par exemple l'Administration postale et les Chemins de fer turcs.

82. Dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), la Turquie a pris des engagements pour plusieurs catégories de services, et elle a souscrit aux quatrième et cinquième Protocoles concernant respectivement les télécommunications de base et les services financiers (tableau AIV.2).⁹² Elle maintient des exemptions du traitement NPF en vertu de l'article II de l'AGCS, se réservant le droit d'offrir un traitement plus favorable à certains Membres de l'OMC dans certains sous-secteurs des services aux entreprises, des services de communication, des services financiers et des transports (tableau AIV.3). Par ailleurs, elle a présenté ses offres conditionnelles initiale et révisée dans le cadre des négociations en cours sur les services.⁹³

83. Les services ne sont pas visés par l'union douanière conclue entre la Turquie et les CE. Néanmoins, dans le cadre de la préadhésion de la Turquie, des négociations ont été engagées au sujet de la libéralisation des services et de l'ouverture de marchés publics, conformément à la décision du 11 avril 2000 du Conseil d'association Turquie-CE.

⁹¹ Voir OMC (2003).

⁹² Documents de l'OMC WT/Let/199 du 19 novembre 1997 et WT/Let/288 du 18 février 1999.

⁹³ Document de l'OMC TN/S/O/TUR/Rev.1 du 29 septembre 2005.

ii) Services financiers

a) Banque

84. Le sous-secteur de la banque emploie 150 793 salariés et son actif total était de 353,6 milliards de dollars EU en décembre 2006, contre 303 milliards de dollars EU à la fin de 2005. Fin 2006, il y avait 50 banques en activité en Turquie: 33 banques commerciales, 13 banques de développement ou banques d'affaires, et quatre banques participatives. Le nombre des banques a diminué ces dernières années, essentiellement en raison de fusions et de retraits d'agrément. Vingt et une banques étaient des banques à capitaux privés turcs, 21 des banques à capitaux étrangers, et les autres étaient soit des banques d'État soit des banques appartenant au Fonds d'assurance des dépôts d'épargne (SDIF). Les deux principales banques d'État sont la Halk Bank et la Ziraat Bank; la privatisation de la Halk Bank a déjà commencé⁹⁴, et la stratégie pour la Ziraat Bank doit être élaborée en s'inspirant de l'expérience acquise avec la Halk Bank (chapitre III 4) ii).

85. Toutes les banques qui opèrent en Turquie sont des banques universelles qui ont le droit d'offrir presque tous les types de services financiers. Toutefois, seules les banques d'affaires et les banques de développement peuvent offrir des services de souscription. Les banques sont autorisées à faire du courtage d'actions par l'intermédiaire de filiales. Elles ne sont exposées à aucune concurrence réelle d'autres types d'établissements financiers, la plupart des compagnies d'assurances et des sociétés de crédit-bail étant affiliées à et/ou détenues par des banques. Les règles d'établissement, d'exploitation et de contrôle sont identiques pour les banques à capitaux étrangers et pour les banques à capitaux nationaux.

86. Après la crise financière de 2000-2001, la Turquie a adopté un Programme de restructuration du secteur bancaire (BSRP) afin de promouvoir un système bancaire efficace, compétitif à l'échelle mondiale, solide et exempt de distorsions.⁹⁵ Ce programme comporte quatre volets: i) restructuration des banques d'État; ii) restructuration rapide des banques appartenant au SDIF; iii) renforcement des banques à capitaux privés; et iv) renforcement du cadre de réglementation et de contrôle, notamment avec la création d'une Autorité de régulation et de contrôle des banques (BRSA). La BRSA est la seule autorité qui régit le secteur bancaire et contrôle l'ensemble des banques (ainsi que le SDIF) en Turquie. Afin d'améliorer le contrôle bancaire, elle a récemment introduit une législation complémentaire sur les principes de vérification des comptes, effectué des changements organisationnels, y compris la fusion des contrôles sur place et à l'extérieur, et publié son Plan stratégique 2006-2009 qui présente les grands objectifs stratégiques. Néanmoins, il semble que d'autres améliorations soient nécessaires. Par exemple, le fait que les entreprises des groupes non financiers soient exclues des comptes récapitulatifs des banques compromet le contrôle effectif des banques qui font partie de holding mixtes.⁹⁶

87. En 1999, le SDIF a été chargé de restructurer les banques en difficulté financière, de faciliter leur vente totale ou partielle ou de les liquider. L'administration et la représentation du SDIF ont

⁹⁴ Les actions propres de la Halk Bank sont en voie de privatisation, et 24,98 pour cent des actions ont fait l'objet d'une offre initiale au public.

⁹⁵ Selon certaines estimations, le coût total encouru par le gouvernement pour la restructuration du système bancaire depuis la crise de 2000-2001 a été d'environ 47 milliards de dollars EU (32 pour cent du PIB), dont 6 milliards de dollars EU pour dédommager les déposants après la faillite de l'Imar Bank en 2003 et quelque 2 milliards de dollars EU pour la recapitalisation de la Pamukbank (OCDE, 2006).

⁹⁶ Commission européenne (2006).

d'abord été confiées à la CBRT, puis à la BRSA. À la fin de 2007, aucune banque ne relèvera plus du SDIF.⁹⁷ Le BSRP a aussi pour but d'assainir la situation financière des banques privées en imposant des prescriptions de capital minimal.

88. La nouvelle Loi bancaire n° 5411 est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2005 et a pour but d'harmoniser la législation turque avec les directives des CE et les normes internationales. Elle a réduit les plafonds des crédits accordés aux sociétés mères pour les aligner sur les normes communautaires, introduit un contrôle fondé sur les risques, mis un terme au monopole des vérificateurs de banques assermentés dans le contrôle sur place et établi une commission des services financiers chargée d'améliorer la coopération entre les autorités de surveillance.⁹⁸

89. En vertu de la loi, toute banque opérant en Turquie doit être constituée en société anonyme et avoir un capital minimum, libéré et ne faisant l'objet d'aucune collusion, de 30 millions de livres.⁹⁹ Les banques étrangères peuvent opérer en Turquie soit en établissant des succursales ou des filiales, soit en coentreprise avec des banques existantes ou à créer. L'établissement de la première succursale d'une banque étrangère doit être approuvé par la BRSA. En vertu de la Loi n° 5411, l'établissement d'une banque destinée à exercer exclusivement des activités offshore doit être approuvé par décision du Conseil.¹⁰⁰ Il n'y a aucune restriction légale visant la fourniture transfrontières de services bancaires. D'après les autorités, la réglementation relative à la surveillance des risques hors bilan et autres (y compris risque de crédit, mesure du ratio de fonds propres et contrôle interne) et les systèmes de gestion des risques sont, pour l'essentiel, conformes aux principes de Bâle.

b) Valeurs mobilières

90. Inaugurée en 1986, la Bourse d'Istanbul est le seul marché de valeurs mobilières en Turquie; elle a été créée pour assurer le négoce des actions, des obligations et bons du Trésor, des bons de participation, des obligations du secteur privé, des certificats fonciers et des valeurs mobilières étrangères. C'est une entité publique qui comprend 104 sociétés de courtage et 40 banques.¹⁰¹ Le Conseil du marché des capitaux a réglementé l'achat de titres à crédit, la vente à découvert et le prêt et l'emprunt de titres. À la fin de juillet 2007, la Bourse d'Istanbul cotait 322 sociétés (contre 286 à la fin d'août 2003), dont 100 font partie d'un indice national (ISE National-100).¹⁰² Le total des échanges sur le marché des actions a atteint 229,6 milliards de dollars EU en 2006, contre 70,8 milliards de dollars EU en 2002. Le marché obligataire permet de faire le négoce d'obligations, de bons du Trésor,

⁹⁷ FMI (2006).

⁹⁸ Commission européenne (2006).

⁹⁹ Les principes et modalités d'établissement des banques en Turquie sont énoncés dans la Loi n° 4389 sur les banques et les règlements pertinents publiés par la BRSA.

¹⁰⁰ Cette condition concerne également l'ouverture de succursales en Turquie par des banques offshore établies à l'étranger ainsi que leurs domaines d'activité, l'établissement de rapports financiers, les procédures de vérification et les modalités de suspension provisoire ou de révocation de leurs activités.

¹⁰¹ Les banques n'ont pas le droit d'opérer sur le marché des actions.

¹⁰² Il existe en outre des marchés nationaux secondaires (avec des critères de cotation moins rigoureux), un nouveau marché économique (pour les entreprises du secteur des nouvelles technologies) et un marché pour les sociétés à surveiller, qui sont accessibles aux entreprises ne satisfaisant pas aux critères de cotation et de négoce à la Bourse d'Istanbul. Depuis 2002, il est aussi possible d'échanger hors bourse les actions de sociétés qui ont été temporairement radiées de la cote.

d'obligations émises par l'Administration de la privatisation et d'obligations du secteur privé, et de procéder à des rachats. Le marché obligataire international, qui fait partie du marché des valeurs étrangères à la Bourse d'Istanbul, vise à offrir un environnement transparent et sûr pour le négoce des euro-obligations souveraines turques; il est opérationnel depuis le 16 avril 2007.

91. Le cadre juridique du marché des capitaux est défini par la Loi de 1981 sur le marché des capitaux (modifiée en décembre 1999). Le Conseil du marché des capitaux, créé en 1982, est compétent pour réglementer les marchés primaire et secondaire des valeurs mobilières, contrôler les intermédiaires en valeurs mobilières et les établissements de placements collectifs et enregistrer toutes les offres de valeurs mobilières au public (à l'exception des titres d'État). De plus, il réglemente le processus d'émission d'instruments du marché des capitaux par des entreprises privées. La Bourse et le marché obligataire turcs sont ouverts aux investisseurs étrangers sans restriction concernant le rapatriement du capital et des profits.

92. La Banque de compensation et de garde de la Bourse d'Istanbul (Takasbank), qui est une banque d'affaires détenue par la Bourse et par ses membres, s'occupe du règlement des transactions sur les actions et les obligations et des transactions au jour le jour faites en Bourse et offre d'autres services connexes. L'Agence centrale d'enregistrement (CRA), une entité privée créée en 2001 en vertu de la Loi sur le marché des capitaux, est le seul dépositaire central en Turquie pour les instruments du marché des capitaux. La garde des actions, qui relevait de la Takasbank, a été confiée à la CRA le 28 novembre 2005.

93. En février 2005, la Bourse turque des produits dérivés (Turkdex) a commencé ses activités à İzmir. La Turkdex est la seule bourse en Turquie pour le commerce des instruments dérivés. La première émission obligataire du secteur privé depuis 1999 a eu lieu en juillet 2006.

c) Assurance

94. En Turquie, le marché de l'assurance se compose de compagnies de réassurance, de compagnies d'assurance et d'intermédiaires (courtiers et agents). À la fin de 2006, le pays comptait 46 compagnies d'assurance (contre 55 en 2002); 35 offraient des services d'assurance autre que sur la vie, dix des services d'assurance-vie et d'assurance-retraite et une exclusivement des services d'assurance-retraite. Il existe aussi une compagnie de réassurance, Milli Reasurans T.A.S. (généralement appelée Milli-Re), qui est une société privée appartenant à la Türkiye İş Bank A.S.¹⁰³ L'État n'a pas de participation majoritaire dans une compagnie d'assurance ou de réassurance. À la fin de 2006, 29 compagnies d'assurance avaient des capitaux étrangers, soit directement soit indirectement; les compagnies étrangères représentaient 32,3 pour cent des primes totales. L'actif total des compagnies d'assurance et de réassurance était de 12,898 millions de dollars EU.

95. Le sous-secteur de l'assurance est contrôlé et réglementé par le Sous-Secrétariat du Trésor, qui est passé sous la tutelle du Ministère d'État chargé de la politique économique. La Direction générale de l'assurance est habilitée à publier des règlements concernant l'assurance et à prendre des mesures pour protéger les assurés. La Commission de contrôle des assurances est chargée du contrôle, de l'examen et des enquêtes relatifs à ce sous-secteur. La Loi sur l'assurance n° 5684 régit le

¹⁰³ Milli-Re a été créée en 1929 pour que les compagnies turques puissent se réassurer à des conditions raisonnables et pour conserver les primes de réassurance en Turquie. L'obligation de lui rétrocéder des assurances souscrites en Turquie a été levée le 1^{er} janvier 2002, mais elle a conservé un droit de préemption sur toute opération de réassurance proposée à des assureurs étrangers (environ 40 millions de dollars EU par an) jusqu'à la fin de 2006.

contrôle des compagnies d'assurance et de réassurance. Toutes ces compagnies, qu'elles soient à capitaux turcs ou étrangers, sont assujetties aux mêmes dispositions législatives.

96. Il n'est possible d'établir de compagnie d'assurance ou de réassurance que sous la forme de sociétés anonymes. Toutefois, il est aussi possible de créer des assurances mutuelles. Les compagnies d'assurance et de réassurance à capitaux étrangers peuvent aussi opérer en Turquie en ouvrant des succursales, à condition qu'elles n'aient pas subi d'interdiction dans leur pays d'origine. Après établissement, les compagnies d'assurance et de réassurance doivent être agréées par le Sous-Secrétariat; un agrément séparé est donné pour chaque succursale. Sauf exception spécifiée, la fourniture transfrontières de services d'assurance autres que sur la vie est interdite.¹⁰⁴

97. Les compagnies d'assurance ne peuvent pas avoir d'autre activité que l'assurance et peuvent offrir soit des assurances-vie soit des assurances autres que sur la vie, mais pas les deux.¹⁰⁵ L'assurance-crédit à l'exportation est fournie par des compagnies d'assurance et la Banque de crédit à l'exportation de la Turquie (Turk Eximbank); certaines compagnies d'assurance privées couvrent à la fois les risques liés au crédit à l'exportation à court terme et au crédit intérieur. La tontine (système suivant lequel le dernier survivant d'un groupe de personnes touche l'intégralité du capital investi) est interdite en Turquie. Le capital libéré des compagnies d'assurance et de réassurance doit être d'au moins 5 millions de livres. La marge de solvabilité minimale imposée aux compagnies d'assurance est fondée sur le montant des primes et des demandes d'indemnisation; elle n'est pas la même pour l'assurance-vie et pour les autres assurances. Les réserves obligatoires doivent être placées en Turquie, à l'exception des primes acquises à l'étranger dans l'assurance-vie, ainsi que des réserves statutaires et des réserves libres, qui peuvent être placées à l'étranger. Il n'y a aucune restriction visant la composition du portefeuille et l'exposition aux risques des compagnies d'assurance.

98. Une assurance séisme obligatoire a été instituée par le Décret-loi n° 587 du 27 décembre 1999, avec la création d'un Pool turc de l'assurance catastrophe (TCIP). Le TCIP est le seul établissement d'assurance à capitaux publics et sa principale mission est de limiter le risque assumé par l'État.¹⁰⁶ Ce système est un exemple de partenariat public-privé, car la couverture est assurée par le TCIP (entité publique), mais les polices sont distribuées par des compagnies d'assurance privées. Le TCIP est en mesure d'absorber une perte assurée allant jusqu'à 1 milliard d'euros: si le montant global des sinistres dépasse ce niveau, l'État et les assurés pourraient avoir à nouveau l'excédent de perte à leur charge.

99. Les primes des assurances obligatoires (par exemple assurance automobile obligatoire aux tiers et assurance séisme) sont fixées par le Ministère d'État. Toutefois, pour l'assurance automobile obligatoire aux tiers, le Sous-Secrétariat fixe une fourchette à l'intérieur de laquelle les compagnies

¹⁰⁴ Les exceptions sont les assurances sur corps pour les aéronefs, hélicoptères et navires financés par un emprunt extérieur ou par un contrat de crédit-bail conclu avec un établissement étranger, à la condition que la durée de l'assurance soit limitée à la durée du crédit ou du contrat de crédit-bail, l'assurance responsabilité civile maritime, l'assurance transport pour les importations et les exportations de marchandises et l'assurance accidents personnels et maladie et l'assurance responsabilité civile des véhicules automobiles lors de voyages à l'étranger.

¹⁰⁵ Les compagnies auparavant agréées pour opérer à la fois dans l'assurance-vie et l'assurance autre que sur la vie étaient tenues de céder leurs portefeuilles d'assurance-vie au 31 décembre 1997 au plus tard, faute de quoi elles ne seraient plus autorisées à souscrire de nouvelles polices d'assurance-vie.

¹⁰⁶ Il a été créé après le séisme de 1999 à Marmara après que l'on s'est aperçu que seule une petite proportion de la perte économique était assurée, si bien que l'essentiel des travaux de reconstruction ont dû être financés par l'État.

sont libres de fixer leurs propres primes (depuis août 2007). En outre, pour certaines assurances obligatoires, il existe des primes minimums également déterminées par le Ministère d'État. Les primes pour les autres types d'assurance sont fixées par les compagnies d'assurance.

iii) Télécommunications et services postaux

100. Depuis le précédent examen, le réseau turc de télécommunications a continué de se développer, en particulier dans le secteur de la téléphonie mobile, où le nombre d'abonnés a augmenté de plus du double (tableau IV.7). De même, le nombre d'utilisateurs d'Internet est passé de 4,3 millions en 2002 à 12,3 millions en 2006. Tous les villages turcs sont reliés au réseau téléphonique; à la fin de 2006, le pays comptait 18,8 millions de lignes fixes en service, ce qui correspondait à une télédensité de 25,39 (contre 26,88 en 2002). Selon les autorités, le nombre d'abonnés à la téléphonie fixe a atteint le point de saturation.¹⁰⁷ La pénétration des lignes téléphoniques reste en deçà de la moyenne des CE pour la téléphonie fixe comme pour la téléphonie mobile.¹⁰⁸

Tableau IV.7
Indicateurs concernant les télécommunications, 2002-2006

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|---------|---------|---------|---------|--------|
| Lignes téléphoniques principales (en milliers) | 18 890 | 18 917 | 19 125 | 18 978 | 18 832 |
| Lignes principales pour 100 habitants | 26,88 | 26,55 | 26,48 | 25,93 | 25,39 |
| Abonnés à la téléphonie mobile (en milliers) | 23 323 | 27 888 | 34 708 | 43 609 | 52 663 |
| Abonnés à la téléphonie mobile pour 100 habitants | 33,19 | 39,14 | 48,06 | 59,58 | 71,00 |
| Utilisateurs d'Internet (en milliers) | 4 300 | 6 000 | 10 220 | 11 204 | 12 283 |
| Utilisateurs d'Internet pour 100 habitants | 6,12 | 8,42 | 14,15 | 15,31 | 16,56 |
| Hébergeurs Internet | 154 585 | 359 188 | 474 129 | 474 129 | .. |
| Hébergeurs Internet pour 10 000 habitants | 22,00 | 50,41 | 65,65 | 65,65 | .. |
| Abonnés à l'ADSL (en milliers) | 2,9 | 56,6 | 452,4 | 1 539,5 | .. |
| Ordinateurs personnels (en milliers) | 3 000 | 3 333 | 3 703 | 3 703 | .. |
| Ordinateurs personnels pour 100 habitants | 4,27 | 4,68 | 5,13 | 5,13 | .. |

.. Non disponible.

Source: UIT (2007), *Telecommunication Indicators*, Genève, et renseignements communiqués par les autorités turques.

101. La création de la Direction des télécommunications, en août 2000, a mis de l'ordre dans une structure de réglementation fragmentée.¹⁰⁹ En vertu des Lois n° 4502 et 4673, la Direction des télécommunications est habilitée, entre autres choses, à accorder des licences; à conduire des procédures de règlement des différends entre opérateurs; ainsi qu'à approuver et, dans certains cas, à déterminer les prix des services de télécommunication pertinents. Toute entreprise qui souhaite offrir des services de télécommunication ou construire des infrastructures de télécommunication en Turquie doit obtenir une licence ou une autorisation de la Direction des télécommunications (tableau IV.8).¹¹⁰ Les redevances minimums des licences de services de télécommunication (GMPCS, fourniture de

¹⁰⁷ Sous-Secrétariat de l'Office national de planification (2006).

¹⁰⁸ Commission européenne (2006).

¹⁰⁹ OMC (2003).

¹¹⁰ Auparavant, les licences étaient délivrées par le Ministère des transports.

services Internet, appels surtaxés, services de plates-formes satellitaires et services de télécommunication par satellite) sont fixées par l'Autorité des télécommunications et doivent être approuvées par le Conseil des ministres.¹¹¹

Tableau IV.8
Licences accordées, 2004-2006

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|------------|------------|------------|
| Accords d'autorisation | 1 | 2 | 2 |
| Accords de concession | 3 | 4 | 4 |
| Opérateurs de plates-formes satellitaires | 3 | 1 | 2 |
| Opérateurs de services de télécommunication par satellite | 23 | 24 | 20 |
| Opérateurs fournissant des services de téléphonie mobile par satellite | 5 | 5 | 4 |
| Opérateurs fournissant des services de transmission des données par lignes terrestres | 14 | 20 | 20 |
| Fournisseurs de services Internet | 91 | 74 | 72 |
| Opérateurs fournissant des services de téléphonie longue distance | 43 | 40 | 35 |
| Opérateurs fournissant des services de radiocommunication à usage général | 9 | 48 | 48 |
| Fournisseurs de services d'infrastructure | 0 | 0 | 7 |
| Fournisseurs de services de plates-formes câble | 0 | 0 | 5 |
| Total | 192 | 218 | 219 |

Source: Direction des télécommunications (non daté), *2005 Annual Activity Report (Rapport d'activité annuel de 2005)*, Ankara, et renseignements communiqués par les autorités turques.

102. Depuis le précédent examen, la Turquie a poursuivi le processus de libéralisation de son sous-secteur des télécommunications. Le monopole de TT sur la téléphonie fixe¹¹², la téléphonie nationale longue distance et la téléphonie internationale a été aboli le 31 décembre 2003.¹¹³ En novembre 2005, l'administration publique a vendu 55 pour cent des actions qu'elle détenait dans la société TT à Ojer Telekomünikasyon AS, un consortium regroupant Saudi Oger et Telecom Italia (chapitre III 4) ii)).¹¹⁴ Au 1^{er} juillet 2005, lorsque de nouveaux règlements sur le partage du réseau local sont entrés en vigueur, TT a cessé d'être le seul fournisseur de services ADSL.

103. La Loi n° 5369 sur les services universels de communications électroniques, qui est entrée en vigueur en 2005, définit le champ des services universels pour: i) les services de téléphonie fixe; ii) les cabines téléphoniques; iii) les services de renseignements téléphoniques, sous forme d'annuaires ou sous forme électronique; iv) les services d'appels d'urgence; v) les services Internet de base; vi) les services de transport vers des régions qui ne sont accessibles que par la navigation et les

¹¹¹ Pour plus de précisions sur les redevances et les licences, voir le site de la Direction des télécommunications. Adresse consultée: <http://www.tk.gov.tr>.

¹¹² L'infrastructure de lignes fixes installée exploitée par TT occupe le 13^{ème} rang mondial par ordre d'importance. Le nombre moyen journalier de dysfonctionnements enregistré en 2005 était de 1,15 pour mille (0,5 pour mille dans les zones urbaines et 1,15 pour mille dans les zones rurales) (Turk Telekom, 2006).

¹¹³ Conformément aux engagements qu'elle avait pris dans le cadre de l'Accord de 1997 sur les services de télécommunication, conclu sous les auspices de l'OMC, la Turquie devait abolir le monopole de Turk Telekom sur les services de base le 31 décembre 2005 au plus tard.

¹¹⁴ Résolution n° 2005/9146 du Conseil des ministres (Turk Telekom, 2006).

services de communication liés à l'urgence et à la sécurité en mer; vii) les services visant à la promotion des technologies de l'information, y compris la formation à l'informatique; et viii) les services de radiodiffusion numérique (DVB-T, DVB-S, DVB-C) faisant appel à différents environnements de radiodiffusion, qui transitent par des émetteurs numériques terrestres recouvrant toutes les zones résidentielles turques. Les prestataires de services universels sont sélectionnés parmi les opérateurs par appel d'offres.¹¹⁵ Turksat et TT sont les prestataires actuels de services universels. Le Ministère des transports est chargé de faire appliquer cette loi.

104. Conformément aux Directives n° 97/33/CE et 2002/21/CE, la Turquie a publié le 7 janvier 2007 une "Ordonnance concernant la désignation des opérateurs ayant une forte puissance commerciale", pour donner effet à l'Ordonnance sur les tarifs et à l'Ordonnance sur l'accès et l'interconnexion, publiées au Journal officiel du 14 juin 2007.¹¹⁶ En vertu de ces ordonnances, tous les exploitants ayant une forte puissance commerciale doivent partager leurs infrastructures, sur la base des coûts, de façon non discriminatoire et transparente. La Direction des télécommunications a élaboré une procédure détaillée pour le règlement des différends et doit publier un barème uniforme des redevances d'interconnexion, fondé sur le coût marginal à long terme. Si les parties ne parviennent pas à s'accorder, même avec la médiation de l'Autorité des télécommunications, celle-ci définit les conditions et le tarif de l'accès, y compris l'interconnexion. Tous les opérateurs ayant une forte puissance commerciale doivent établir leur offre de références pour l'accès et la soumettre à la Direction des télécommunications pour approbation. Les accords d'accès (y compris en ce qui concerne l'interconnexion) doivent être mis à la disposition du public. En 2002, la Direction des télécommunications a introduit un mécanisme de plafonnement des redevances pour les services fournis par TT.¹¹⁷ Elle est tenue de faire en sorte que les opérateurs de télécommunications ne subventionnent pas certains services par d'autres services. Pour améliorer encore le cadre réglementaire, elle a conclu avec la Direction de la concurrence un protocole signé le 16 septembre 2002.¹¹⁸ Enfin, elle cherche à associer le public au processus d'élaboration de la réglementation par l'intermédiaire d'un Conseil de la politique des télécommunications qui réunit des représentants des exploitants, des consommateurs et des experts.

105. L'accord de partage des recettes entre deux opérateurs de services GSM, Turkcell et Telsim¹¹⁹, et TT a été transformé en concession de 25 ans en avril 1998; les deux opérateurs ont versé 500 millions de dollars EU. En 2001, deux nouveaux opérateurs GSM ont obtenu une licence: Aria, détenu en partie par Telecom Italia Mobile, et Aycell, qui appartient à TT. En 2004, ces deux opérateurs ont fusionné pour constituer Avea.¹²⁰ Outre les services GSM, la Direction des

¹¹⁵ Tout opérateur peut être sélectionné pour fournir des services universels, dans le secteur des communications électroniques, aux niveaux régional ou national.

¹¹⁶ Seuls sont réglementés les tarifs fixés par des monopoles légaux ou naturels, ou par des opérateurs ayant une position dominante ou ayant une forte puissance commerciale sur le marché pertinent (défini en termes de produits ou en termes géographiques).

¹¹⁷ Décision n° 246 du 11 mai 2005.

¹¹⁸ Le Protocole n'est pas actuellement en vigueur. Néanmoins, en vertu de l'article 7 de la Loi n° 2813, la Direction de la concurrence doit demander l'avis de la Direction des télécommunications dans ses enquêtes concernant le sous-secteur, bien que ces vues n'aient pas force obligatoire.

¹¹⁹ En 2005, Telsim a été vendu à Vodafone pour 4,5 milliards de dollars EU.

¹²⁰ Avea est un fournisseur de services GSM qui appartient actuellement à TT (81 pour cent) et à Türkiye İş Bankası (19 pour cent). À la fin de 2005, Avea contrôlait 14 pour cent environ du marché de la

télécommunications a autorisé des entreprises de capital à fournir certains services de télécommunication, comme les services Internet, les services de plates-formes satellitaires et les services de télécommunication par satellite.

106. Turkcell, numéro un sur le marché des services GSM, a réduit le prix des appels intraréseau du tiers après la création d'Aria et tous ses tarifs d'appel de moitié depuis qu'Avea est entré sur le marché. À l'heure actuelle, les clients turcs acquittent des tarifs relativement faibles par rapport aux autres pays.¹²¹

107. Selon le Conseil d'administration de la Direction des télécommunications, Turkcell, Telsim et Avea ont une forte puissance commerciale sur le marché de la terminaison des appels dans le service mobile; il en est de même pour Turkcell sur les marchés de l'accès et du trafic de départ dans le service mobile.¹²² Ainsi, une Ordonnance sur la qualité des services de télécommunication a été publiée au Journal officiel en mars 2005 dans le but d'améliorer divers services (par exemple délai de réparation des pannes, temps de réaction pour les services d'opérateurs, et plaintes au sujet des factures).

108. En 2007, la Direction des télécommunications a établi un Projet de coopération eurasienne dans le domaine des règlements sur les télécommunications afin, entre autres choses, d'établir une coopération permanente et effective en matière de règlements sur les télécommunications entre pays de la région, et d'harmoniser les activités réglementaires. Un groupe d'études sur la coordination a été créé à cette fin en mars 2005.¹²³ La Turquie a signé les textes suivants: Constitution et Convention de l'UIT; Règlement des radiocommunications de l'UIT; Règlement des télécommunications internationales de l'UIT; Convention INTELSAT et accord d'exploitation y relatif; Convention INMARSAT et accord d'exploitation y relatif; et Convention EUTELSAT et accord d'exploitation y relatif. Elle n'a signé aucun accord bilatéral dans le domaine des télécommunications. La Conférence plénipotentiaire de l'UIT a eu lieu à Antalya en novembre 2006.

109. L'Administration postale, qui relève du Ministère des transports, est responsable de la réglementation et de l'exploitation des services postaux. En vertu de la Loi sur les postes¹²⁴, elle a le monopole des plis ouverts et fermés, des cartes postales, ainsi que de la télégraphie intérieure ou

téléphonie mobile, avec 6,2 millions d'abonnés (renseignements en ligne d'Avea. Adresse consultée: www.avea.com.tr).

¹²¹ En mai 2007, les prix d'Avea s'établissaient à concurrence de 0,35 livre (0,2 euro environ) la minute pour les appels nationaux, et entre 0,32 et 2,1 livres (0,19 et 1,1 euro) la minute pour les appels internationaux. Les messages SMS nationaux pouvaient coûter jusqu'à 0,06 livre (0,03 euro environ) et les messages SMS internationaux 21 livres (0,12 euro environ) (renseignements en ligne d'Avea. Adresse consultée: www.avea.com.tr).

¹²² Les critères ci-après sont utilisés par le Conseil d'administration de la Direction des télécommunications pour établir si un opérateur a une forte puissance commerciale: part de marché; capacité d'influer sur les conditions du marché; rapport entre les ventes et la part de marché; pouvoir de contrôler les dispositifs d'accès jusqu'au dernier consommateur; capacité de se procurer des ressources financières; et expérience de ses produits et de ses services sur le marché (Direction des télécommunications de la Turquie, 2006).

¹²³ Renseignements en ligne de la Direction des télécommunications. Adresse consultée: <http://www.tk.gov.tr/eng/pdf/eng-2005.pdf>.

¹²⁴ Loi n° 5584.

internationale. Elle est en train de se réorganiser et d'automatiser les services de guichet afin d'aligner la qualité de ses services sur les normes de l'Union postale universelle (UPU). En 2004, sous le logo PTT-Bank, la Poste turque a commencé à offrir des services financiers postaux au nom des banques (par exemple recouvrement des factures et des paiements par carte de crédit) afin de mettre ces services à disposition dans les régions les plus reculées.¹²⁵

iv) Transport

110. En 2005, sous la coordination du Ministère des transports, la Turquie a lancé son Plan directeur des transports afin d'accroître la coordination entre les diverses institutions intervenant dans le sous-secteur, et de formuler des politiques d'une "manière équilibrée et globale".¹²⁶ L'un des principaux objectifs du Plan est d'accroître, d'ici à 2020, la part des chemins de fer dans l'ensemble des transports jusqu'à atteindre 20 pour cent du fret (contre 5 pour cent à l'heure actuelle) et 10 pour cent du trafic de voyageurs (2 pour cent à l'heure actuelle).¹²⁷ Conformément à son neuvième Plan de développement 2007-2013, la Turquie vise aussi, entre autres choses, à créer un sous-secteur des transports efficace, qui donne la priorité aux aspects environnementaux, et à accroître la sécurité de tous les moyens de transport, en particulier sur les autoroutes (tableau IV.9).¹²⁸

111. La Turquie fait partie du Projet de transport régional euroméditerranéen (EuroMed Transport Project), mis en œuvre depuis 2003 dans le but de contribuer à la fois au développement de la zone de libre-échange euroméditerranéenne et à l'intégration économique parmi les pays de la région. Ce projet concourt à l'amélioration du fonctionnement et de l'efficacité du réseau méditerranéen de transport; favorise l'harmonisation des normes et des règlements opérationnels; promeut la coordination des politiques de transport et la modernisation de l'infrastructure régionale de transports en tenant compte des réseaux transeuropéens.¹²⁹ En outre, une évaluation des besoins d'infrastructure de transport (TINA) a été effectuée pour mettre au point un réseau de transport multimodal en Turquie, et pour étendre le TEN-T (réseau transeuropéen de transport) des CE à la Turquie.¹³⁰

¹²⁵ À condition de ne pas offrir de services bancaires traditionnels comme l'octroi de prêts et l'ouverture de comptes d'épargne.

¹²⁶ En l'absence de plan directeur, les problèmes relatifs à toutes les activités de transport étaient pris en compte d'une manière ponctuelle, à court terme, et sans la coopération et la coordination nécessaires entre les diverses autorités de transport qui participent au sous-secteur (OMC, 2003).

¹²⁷ Pour réduire les zones de congestion des transports ferroviaires nationaux et internationaux sur tout le territoire turc, de grandes lignes de chemin de fer à grande vitesse et un nouveau tunnel ferroviaire sous le Bosphore sont en cours de construction (CEE-ONU, 2006).

¹²⁸ Office national de planification (2006).

¹²⁹ Les autres membres du projet de transport EuroMed sont les suivants: Algérie, Autorité palestinienne, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie et Tunisie (CE, 2004).

¹³⁰ Ce projet consiste à définir et à évaluer un réseau de transport multimodal en Turquie comprenant des routes, des lignes de chemin de fer, des ports maritimes et des aéroports. Le rapport final n'a pas encore été approuvé par les instances qui soutiennent le projet, à savoir le Ministère des transports, l'Office national de planification et la Commission européenne. L'organe responsable en dernier ressort de l'étude au nom de la Turquie est le Haut Conseil de la planification.

Tableau IV.9
Transport du fret, 2006 et 2013
(Millions de tonnes-km)

| | 2006 | 2013 | 2007-2013 Pourcentage de variation |
|--|------------------|-----------------|--|
| National | | | |
| Autoroutes ^a | 169 500 | 248 000 | 5,6 |
| Voies ferrées | 8 358 | 25 400 | 17,0 |
| Voies maritimes | 5 400 | 8 400 | 6,5 |
| Compagnies aériennes ^b | 468 | 659 | 5,0 |
| Conduites | | | |
| Pétrole brut (en millions de tonnes) | 6,1 | 9,0 | 47,5 |
| Gaz naturel (en milliards de m ³) ^c | 30,8 | 37,4 | 21,4 |
| International | | | |
| Voies ferrées | 1 318 | 8 248 | 31,0 |
| Voies maritimes | 749 000 | 1 740 000 | 12,8 |
| Compagnies aériennes ^c | 2 613 | 4 777 | 9,0 |
| Conduites | | | |
| Pétrole brut (transit) (en millions de tonnes) | 9,6 ^d | 120,0 | 1 150 |
| Gaz naturel (transit) (en milliards de m ³) | 0 | 14 ^e | n.a. |

n.a. Non applicable.

a Le transport sur les 117 km d'autoroutes et de voies de raccordement qui ont été transférés à la Municipalité métropolitaine d'Istanbul est exclu à compter du début de 2005.

b Chiffres relatifs à Turkish Airlines.

c N'est pas compris dans le total.

d Comprend la quantité transportée par l'oléoduc pour le transport de pétrole brut Iraq-Turquie et l'oléoduc pour le transport de pétrole brut Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC).

e Comprend le volume de gaz transporté en Europe par les gazoducs Turquie-Grèce-Italie et Nabucco.

Source: Office national de planification (2006), *Ninth Development Plan 2007-13*, Ankara, et renseignements communiqués par les autorités turques.

a) Transport maritime

112. La flotte maritime turque est passée du 18^{ème} rang mondial en 2000 au 24^{ème} en 2005, du fait principalement de problèmes de financement et de fuite des immatriculations.¹³¹ En 2006, la Turquie comptait 61 chantiers navals (contre 37 en 2002) qui employaient 28 580 personnes pour une capacité de 1,8 million de tonnes de port en lourd (550 000 en 2002); les autorités prévoient que la capacité totale atteindra 6 millions de tonnes de port en lourd en 2010.¹³² Le transport maritime joue un rôle important dans le commerce turc, tant intérieur qu'extérieur, car quatre des principaux centres industriels du pays (Istanbul-Izmit, Izmir, Bursa et Adana) sont sur le littoral ou près de la mer. Le volume total des chargements et des déchargements dans le sous-secteur maritime est passé de quelque 206 millions de tonnes en 2004 à plus de 232 millions de tonnes en 2006 (tableau IV.10). En 2006, le trafic de conteneurs a atteint près de 3,9 millions d'équivalents 20 pieds, contre 2,9 millions en 2004. Les installations portuaires sont de plus en plus congestionnées et ont du mal à absorber l'accroissement du trafic maritime, du fait en partie du retard de certains projets (par exemple les projets de dragage et d'agrandissement des ports de North Marmara et d'Izmir et la construction du

¹³¹ Office national de planification (2006).

¹³² Renseignements en ligne du Ministère des transports. Adresse consultée: <http://www.ubak.gov.tr/ubak/en/index.php> [21 mai 2007].

port de conteneurs de Derince).¹³³ Certains services portuaires sont également relativement chers en Turquie.¹³⁴

Tableau IV.10
Transports maritimes, 2004-2006

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Chargements (en tonnes) | 70 041 134 | 68 639 896 | 77 908 825 |
| Exportations | 55 118 561 | 54 494 224 | 63 311 978 |
| Produits nationaux | 14 922 573 | 14 145 672 | 14 596 847 |
| Déchargements (en tonnes) | 136 002 156 | 140 091 972 | 154 539 643 |
| Importations | 121 043 378 | 126 169 107 | 139 406 306 |
| Produits nationaux | 14 958 778 | 13 922 865 | 15 133 337 |
| Transit | 5 491 810 | 5 261 659 | 11 144 059 |
| Total | 20 043 290 | 208 731 868 | 232 448 846 |

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

113. Les activités maritimes sont administrées principalement par le Sous-Secrétariat aux affaires maritimes et sont régies par les dispositions de la Loi n° 6762 sur le commerce de la Turquie, la Loi n° 815 sur le cabotage, la Loi n° 618 sur les ports et la Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW78).

114. Ces dernières années, plusieurs ports publics exploités par la Direction générale de l'Organisation maritime turque (TDI) ont été mis en concession¹³⁵, et des appels d'offres ont été lancés pour la concession des ports de Bandirma, Derince, Izmir, Samsun et Iskenderun (chapitre III 4) ii)). Toutefois, les six ports principaux sont toujours gérés par une entreprise publique, les Chemins de fer turcs (TCDD).¹³⁶ Parmi les principaux problèmes auxquels se heurtent les TCDD, on citera le manque d'équipements et d'infrastructures portuaires; l'informatisation insuffisante qui ralentit la localisation des marchandises, et qui peut être une source d'avaries; et le sous-investissement dû aux subventions croisées par transfert des recettes portuaires aux chemins de fer.¹³⁷

¹³³ Office national de planification (2006).

¹³⁴ En 2004, le coût d'un conteneur de 20 pieds en Turquie était, en moyenne, de 330 euros, contre 70 euros à Alexandrie (Égypte), 210 euros à Radès (Tunisie) et 370 euros à Casablanca (Maroc) (EuroMed Transport Project, 2004).

¹³⁵ Le port d'Antalya a été rendu par la suite au secteur public. L'État a conservé la propriété de l'infrastructure portuaire, mais les droits d'exploitation (qui visent la gestion, les installations et l'équipement) sont cédés à un investisseur privé pour une durée de 30 ans; la TDI reste chargée de la supervision et du contrôle (EuroMed Transport Project, 2004).

¹³⁶ Tous ces ports sont accessibles par voie ferrée.

¹³⁷ Des préoccupations ont été exprimées au sujet des subventions croisées qui consistent à transférer les superbénéfices des ports aux chemins de fer dans le cadre des TCDD. Les subventions peuvent donner lieu à une surtarification de la part des autorités portuaires, ou à des insuffisances à l'échelle du tableau d'amortissement, du programme d'entretien, ou des deux. Elles risquent de se traduire par des services portuaires inefficaces qui peuvent nuire à la compétitivité du commerce extérieur turc de par l'augmentation des coûts d'importation; elles constituent un obstacle conséquent pour les nouveaux venus (voir aussi EuroMed Transport Project, 2004).

115. En vertu de la Loi n° 815 sur le cabotage, le transport maritime de marchandises et de voyageurs, le pilotage et tous les autres services portuaires ne peuvent être assurés que par des navires battant pavillon turc. La Turquie a deux registres maritimes, le Registre national et le Registre international. Pour pouvoir battre pavillon turc et être immatriculés au Registre maritime national, les navires doivent appartenir à des compagnies dont 51 pour cent au moins du capital sont détenus par des nationaux (Loi n° 6762 sur le commerce). Les capitaines et les seconds doivent être de nationalité turque et, sur les navires qui font uniquement du transport international (et pas de cabotage), jusqu'à 40 pour cent des officiers peuvent être étrangers.¹³⁸ Les navires et les bateaux de plaisance appartenant à des personnes de nationalité turque et/ou étrangère résidant en Turquie et à des sociétés de droit turc peuvent être immatriculés au Registre maritime international à Istanbul et battre pavillon turc. Les navires battant pavillon turc peuvent être autorisés à changer de pavillon pendant un à deux ans lorsqu'ils sont frétés coque nue et les navires étrangers peuvent être autorisés à battre pavillon turc pendant un à deux ans lorsqu'ils sont affrétés coque nue par des intérêts turcs.

116. Les navires battant pavillon turc bénéficient d'une préférence en matière de prix: lorsqu'ils soumissionnent pour le transport de marchandises exportées par des entreprises publiques ou pour le transport de matières premières stratégiques, ils peuvent emporter le marché même si leurs prix dépassent de 10 pour cent au maximum l'offre la plus basse d'un navire sous pavillon étranger. Les entités publiques qui veulent faire transporter des produits d'importation par des navires battant pavillon étranger doivent obtenir l'autorisation du Sous-Secrétariat au commerce extérieur. On fait appel à des navires battant pavillon étranger si: i) les soumissions de navires battant pavillon turc dépassent de plus de 10 pour cent les soumissions de navires battant pavillon étranger; ii) le chargement se fait dans un port non desservi par des navires battant pavillon turc; ou iii) la capacité et/ou la technologie du navire battant pavillon turc ne sont pas adaptées à la cargaison ou à l'itinéraire en question.¹³⁹

117. Les tarifs appliqués par les ports turcs se fondent sur le principe de la non-discrimination entre le pavillon turc et les pavillons étrangers. Selon les autorités, les opérateurs fixent librement leurs tarifs, et les rabais sur les redevances portuaires sont liés à la fréquence des escales. Le 1^{er} août 2003, les droits portuaires ont été réduits de 50 pour cent, les droits de cabotage de 75 pour cent et les droits de phare de 30 pour cent. La taxe spéciale à la consommation sur le carburant utilisé par les navires a été récemment abaissée.¹⁴⁰

118. Des incitations fiscales spéciales sont offertes aux investisseurs turcs dans le sous-secteur des transports maritimes. Les salaires des gens de mer qui travaillent sur des navires immatriculés au Registre maritime international turc sont exemptés de l'impôt sur les revenus et d'autres prélèvements, et les recettes tirées de l'exploitation et du "transfert" de navires immatriculés au même Registre sont exemptées de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et sur les bénéfices. Les bénéfices tirés d'activités non opérationnelles ne sont pas couverts par cette exemption. Les bénéfices comptables

¹³⁸ Sont considérés comme navires turcs les navires suivants: i) ceux qui appartiennent à des personnes morales (organismes, institutions, associations et fondations) de droit turc et dont la majorité des administrateurs sont de nationalité turque; et ii) ceux qui appartiennent à des sociétés de commerce dont la majorité des cadres dirigeants et des représentants sont de nationalité turque et qui sont immatriculés au Registre turc du commerce (document de l'OMC S/NGMTS/W/2/Add.23/Rev.1 du 25 septembre 1995).

¹³⁹ Les importateurs privés sont libres d'employer des navires battant pavillon étranger ou turc.

¹⁴⁰ Une réduction supplémentaire de 20 pour cent s'applique aux navires à passagers pour la promotion du tourisme.

résultant de la vente de navires peuvent être déduits du prix d'achat de navires de remplacement du même type dans un délai de trois ans, après soustraction de l'amortissement réalisé.¹⁴¹

119. L'accès aux ports, le pilotage, le remorquage et la traction, l'embarquement de provisions, les combustibles et l'eau et les aides à la navigation sont mis à la disposition de tous les utilisateurs des installations portuaires. La Turquie n'a pas de lois ou de règlements concernant les conférences maritimes. En 2006, le pavillon turc a été retiré de la liste noire et ajouté à la liste grise du Secrétariat du Mémorandum d'entente de Paris sur le contrôle des navires par l'État du port.¹⁴² Selon les autorités, la Turquie a signé toutes les conventions internationales sur la sécurité maritime et elle est membre du Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC).¹⁴³

b) Transport aérien

120. En règle générale, le transport aérien est toujours dominé par l'entreprise d'État Turkish Airlines (THY) (chapitre III 4) ii)). Outre la THY, il existe 19 compagnies de transport aérien. En 2006, 810 aéronefs ont été enregistrés comme turcs. La Turquie possède 62 aéroports gérés par la Direction générale de l'Entreprise des aéroports d'État (DHMI)¹⁴⁴, dont 37 sont exploités par la Direction des aéroports d'État; 21 aéroports sont ouverts au trafic international. En 2007, les droits d'exploitation des principaux terminaux de certains aéroports (par exemple Atatürk (Istanbul)¹⁴⁵, Antalya, Esenboğa (Ankara), Izmir Adnan Menderes et Dalaman) ont été mis en concession auprès d'entreprises privées.¹⁴⁶

¹⁴¹ Loi n° 4490 du 16 décembre 1999 sur le Registre maritime international de la Turquie, article 12.

¹⁴² La liste noire se compose de pavillons jugés à "très haut risque" et la liste grise de pavillons à risque "moyen à élevé". La liste blanche recense les pavillons de qualité pour lesquels le nombre d'immobilisations a toujours été faible. Rapport du Secrétariat du Mémorandum d'entente de Paris, juin 2007. Adresse consultée: <http://www.parismou.org/ParisMOU/Whats+New/News/News+Detail/xp/selectedcontentitem.2868/default.asp>.

¹⁴³ Le REMPEC est un organe de l'ONU établi dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée. Il a pour principal objectif d'aider les États côtiers méditerranéens à mettre en œuvre le Protocole d'urgence de la Convention de Barcelone (renseignements en ligne du REMPEC. Adresse consultée: www.rempec.org/about.asp).

¹⁴⁴ En 2005, tous les services de la DHMI (gestion du trafic aérien, services de trafic aérien, gestion des communications aéronautiques, gestion des données aéronautiques et services d'inspection des vols) et les services opérationnels de la Direction générale ont été déclarés conformes aux normes ISO 9001:2000 en 2005 et 2007, respectivement.

¹⁴⁵ Les droits d'exploitation des principaux terminaux de l'aéroport Atatürk ont été transférés à la TAV Airport Holding pour 15 années et demie (3 milliards de dollars EU) (Direction générale de l'Entreprise des aéroports d'État, 2005).

¹⁴⁶ En avril 2005, une nouvelle piste et un terminal de 85,5 millions de dollars EU, dotés d'une capacité annuelle de 20 millions de voyageurs, ont été ouverts à l'aéroport international d'Antalya. Le nouveau terminal sera géré par une société privée, ÇELEBI-IC Antalya Airport Terminal Investment and Management, jusqu'au 28 septembre 2009. Antalya Airport International Management est responsable de l'exploitation des anciens terminaux jusqu'au 15 septembre 2007 (Direction générale de l'Entreprise des aéroports d'État, 2005). Après ces dates, les droits opérationnels des terminaux nationaux et internationaux seront mis en concession auprès du consortium İçtaş-Fraport.

121. L'établissement de compagnies aériennes privées est autorisé depuis la promulgation de la Loi publique n° 2920 sur l'aviation civile en 1983. Le Ministère des transports est chargé de l'agrément des nouvelles compagnies (en vertu de la Loi n° 2920 et de son Règlement sur les activités de transport aérien commercial). Les transporteurs aériens sont autorisés à offrir des vols intérieurs réguliers s'ils sont enregistrés en Turquie et s'ils exploitent au minimum cinq appareils enregistrés d'au moins 100 sièges¹⁴⁷; lorsque la compagnie ne possède en propre aucun appareil, elle doit présenter une lettre de garantie bancaire pour un montant pouvant atteindre 3 millions de dollars EU. Toutefois, pour le transport aérien régional, un transporteur doit posséder ou louer au moins deux aéronefs immatriculés au Registre des aéronefs civils turc qui ont entre 20 et 99 sièges.

122. La majorité des cadres dirigeants et des représentants agréés des compagnies aériennes doivent être de nationalité turque (article 49 de la Loi n° 2920), et il faut que les actionnaires turcs aient la majorité des voix. Les participations d'actionnaires étrangers sont donc plafonnées à 49 pour cent du capital. La Turquie n'a pas l'intention d'assouplir les restrictions visant l'investissement étranger direct. Les compagnies aériennes dont la majorité des actions sont contrôlées par des étrangers ne sont pas autorisées à transporter des passagers entre deux aéroports turcs. Le contrôle technique et financier des transporteurs existants incombe à la Direction générale de l'aviation civile. En 2005, la Loi n° 5431 a restructuré la Gestion générale de l'aviation civile pour en faire une entité juridique publique dotée de son budget propre.

123. Les droits d'accès aux principaux aéroports nationaux sont attribués sur demande adressée à la Direction de l'aviation civile turque et en vertu des règles énoncées dans les dispositions générales et les dispositions relatives aux aérodromes de la Publication d'informations aéronautiques turque, après signature d'un contrat avec une société de services au sol. Les droits d'atterrissage et de décollage sont attribués par créneaux. Un système d'allocation des créneaux est appliqué aux aéroports d'Atatürk, d'Antalya, d'Adnan Menderes, de Dalaman, de Bodrum et d'Esenboga, ainsi qu'à celui de Kayseri en été. Les compagnies étrangères sont autorisées à offrir des vols réguliers vers la Turquie sur la base de la réciprocité dans le cadre d'accords bilatéraux. Les vols affrétés sont autorisés sur la base de la réciprocité conformément aux règles de la Commission européenne de l'aviation civile, dont la Turquie est membre. Le transport de fret est régi par les dispositions de la Loi n° 2920 et des articles pertinents du Règlement sur l'exploitation des transports aériens commerciaux, ainsi que par les dispositions pertinentes des accords bilatéraux de transport aérien signés par la Turquie.¹⁴⁸ La Turquie a conclu un accord ciel ouvert avec les États-Unis et il existe aussi un accord ciel ouvert de fait entre la Turquie et l'Allemagne.¹⁴⁹ Selon les autorités, le cabotage dans les transports aériens ne doit pas être ouvert à la concurrence d'autres entreprises étrangères.

124. La Loi publique n° 4054 sur la protection de la concurrence n'accorde aucune exemption spéciale à l'industrie turque des services de transport aérien. Les compagnies appartenant à l'État ne jouissent d'aucun privilège particulier si ce n'est que, dans la mesure du possible, les fonctionnaires

¹⁴⁷ Un minimum de trois appareils enregistrés est exigé dans le cas des vols intérieurs réguliers et non réguliers; ces appareils doivent avoir au moins 100 sièges chacun.

¹⁴⁸ La Turquie a signé des accords bilatéraux de transport aérien avec 88 pays. En vertu de ces accords, 63 compagnies étrangères (le nombre peut varier selon les saisons) exploitent des vols réguliers vers la Turquie; THY exploite des liaisons régulières avec 77 villes étrangères.

¹⁴⁹ Comme les liaisons entre la Turquie et l'Allemagne sont essentielles en raison de la présence d'une importante population turque en Allemagne, l'actuel accord de transport aérien entre les deux pays est en fait un accord ciel ouvert, même s'il n'en porte pas le nom.

turcs doivent emprunter des appareils de la compagnie nationale pour les voyages officiels à l'étranger.

125. Deux entreprises privées de services au sol offrent leurs services à tous les aéroports ouverts au trafic civil international. La fourniture de repas servis en vol dans les aéroports internationaux est assurée par quatre entreprises, dont deux appartiennent entièrement à des entreprises turques et deux sont une coentreprise à capitaux turcs et étrangers. Les compagnies de transport aérien peuvent aussi fournir des services au sol à leur propre usage dans tous les aéroports (auto-assistance en escale). Le prix de ces services est déterminé par le marché.

126. Les compagnies fixent elles-mêmes les tarifs des vols réguliers, mais ces tarifs doivent être officiellement approuvés par le Ministère des transports (article 25 de la Loi n° 2920). L'État n'intervient pas dans la fixation du prix des vols non réguliers ou des services d'avions-taxis. Depuis le 1^{er} janvier 2004, les billets d'avion ne sont pas assujettis à une taxe spéciale sur les transactions ni à une contribution au profit de l'éducation.

127. Un large éventail de produits liés à l'aéronautique (78 positions à quatre chiffres) ne peuvent être importés qu'avec l'autorisation de la Direction générale de l'aviation civile du Ministère des transports. Selon les autorités, le but de cette restriction est de faire en sorte que ces produits importés ne soient employés que dans l'aéronautique civile.

c) Transport ferroviaire et routier

128. Le réseau ferroviaire turc compte 10 984 km de voies, dont 8 697 km de lignes principales.¹⁵⁰ Le principal problème d'infrastructure est que les lignes reliant les villes très peuplées ne sont pas adaptées au transport à grande vitesse.¹⁵¹ Aussi plusieurs projets sont-ils en cours de développement pour améliorer l'infrastructure, notamment les suivants: le projet à grande vitesse Ankara-Istanbul (1,955 milliard d'euros); le projet à grande vitesse Ankara-Konya (377 millions d'euros); l'achat, entre autres choses, de trains à grande vitesse (253,2 millions d'euros), de locomotives (374,5 millions d'euros) et de trains suburbains (102,4 millions d'euros); la remise en état des trains suburbains existants (44,1 millions d'euros); et la modernisation de stations et de gares.¹⁵²

129. Les Chemins de fer turcs (TCDD), entreprise d'État placée sous la tutelle du Ministère des transports, ont le monopole légal des services de transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises. Ils possèdent et exploitent l'ensemble du réseau ferroviaire, en association avec six ports qui ont un accès ferroviaire (Haydarpasa, Iskenderun, Derince, Izmir, Samsun et Bandirma); cinq sont en cours de privatisation. Il n'y a pas d'exploitants privés de services ferroviaires. Les TCDD sont libres de fixer leurs tarifs en fonction du marché et de les majorer, avec le consentement oral du Ministère des transports. La construction de nouvelles infrastructures ferroviaires et de ports relève de la Direction générale de la construction des ports, voies ferrées et aéroports du Ministère des transports.

¹⁵⁰ Office national de planification (2006).

¹⁵¹ Parmi les autres problèmes figurent les suivants: 95 pour cent environ du réseau ferré est à voie unique; les rails sont anciens (20 ans minimum) sur 3 080 km; 2 756 km de rail sont équipés de traverses d'acier et de bois; sur 2 602 km, les virages ne sont pas aux normes; 5 586 km de lignes principales sont dépourvus de signaux; et les effectifs sont insuffisants (CEE-ONU, 2006).

¹⁵² Renseignements communiqués par les autorités.

130. La réorganisation des TCDD est un des aspects essentiels de la réforme engagée dans le cadre du neuvième Plan de développement 2007-2013.¹⁵³ Ses principaux objectifs sont les suivants: accroître la part de marché du transport ferroviaire en mettant en œuvre une stratégie commerciale orientée vers le client et en créant une infrastructure de transport viable et efficace; accroître l'autonomie des TCDD; ramener le ratio d'exploitation consolidé (ratio dépenses d'exploitation/recettes d'exploitation à l'exclusion des subventions) de 4,3 à moins de 2; supprimer les lignes locales et urbaines déficitaires; et aligner la réglementation des transports ferroviaires sur l'acquis communautaire. Un plan d'action pour la restructuration des chemins de fer turcs pendant la période 2003-2008 est également financé par les CE.¹⁵⁴

131. La Turquie compte au total 64 195 km de routes (2 431 km d'autoroutes, 31 335 km de routes nationales et 30 429 km de routes provinciales).¹⁵⁵ La part de la route dans le total du transport de marchandises est passée de 88,7 pour cent en 2002 à 92 pour cent environ en 2006; 95 pour cent environ du transport de voyageurs se fait par la route. Afin de mettre en place un système de transport plus viable, les autorités ont l'intention d'encourager le transfert du trafic routier vers le trafic ferroviaire et maritime: la Turquie est en train de signer des accords bilatéraux de transport combiné. Selon les autorités, les limitations sous forme de quotas de transit appliquées par les pays partenaires continuent d'empêcher l'utilisation efficace du parc de transport routier de la Turquie.¹⁵⁶ Parmi les autres obstacles au développement du sous-secteur figurent les encombrements et les embouteillages; les droits élevés perçus pour l'utilisation des infrastructures de transport dans les pays tiers; les difficultés à obtenir des visas à long terme pour les conducteurs professionnels; et les problèmes aux frontières (par exemple techniques obsolètes appliquées aux transactions douanières, différents régimes de transit et manque de coordination entre les autorités douanières).¹⁵⁷

132. Le Ministère des transports est responsable de la réglementation du transport routier aux fins de garantir l'ordre et la sécurité des transports, de déterminer les conditions applicables aux agents de transporteurs, aux courtiers, aux entrepôts et aux exploitants de transport de marchandises, de définir les qualifications, droits et obligations des personnes employées dans le sous-secteur et d'assurer l'interopérabilité du transport routier et des autres modes de transport et un emploi efficace des équipements existants. Le transport routier est assuré par des entreprises privées qui doivent avoir une licence d'exploitation délivrée par le Ministère des transports. La Direction générale des autoroutes est responsable de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des routes. Dans la pratique, les tarifs applicables dans ce sous-secteur sont fixés librement par les opérateurs et notifiés au Ministère des transports. Le cabotage routier n'est pas autorisé: les véhicules immatriculés dans un pays étranger ne peuvent pas transporter de marchandises ni de voyageurs entre deux points en

¹⁵³ Les Chemins de fer turcs sont l'entreprise publique qui est la plus déficitaire en Turquie. La gestion des ports lui procure environ un tiers de ses revenus, un autre tiers vient du trafic ferroviaire, et le reste de subventions publiques et de recettes hors exploitation (OMC, 2003).

¹⁵⁴ Ce plan comprend un projet de jumelage avec les chemins de fer allemands (Commission européenne, 2006).

¹⁵⁵ En 2006, près de 4 366 km de routes (sans compter les rues des villages) n'étaient toujours pas revêtus.

¹⁵⁶ La Turquie possède le parc de camions le plus important d'Europe, après l'Italie. En 2004, le parc de transport routier international comprenait quelque 32 000 véhicules, avec une capacité de transport de 1,4 million de tonnes (Office national de planification, 2006).

¹⁵⁷ CEE-ONU (2006).

Turquie. Le transport de marchandises ou de voyageurs peut être assuré à destination ou en provenance de la Turquie seulement dans le cadre d'accords ou de permis bilatéraux ou multilatéraux (par exemple Forum international des transports) délivrés par la Conseil des ministres.

133. En février 2004, le transport routier interurbain pour les voyageurs et le fret a été libéralisé en vertu de la Loi sur les transports routiers.¹⁵⁸ Cette loi et son règlement d'application visent notamment à accroître la productivité et la sécurité du transport routier, à mettre en place un régime d'assurance pour le transport de marchandises et de voyageurs, à promouvoir la concurrence dans le sous-secteur en facilitant la participation du secteur privé et à améliorer les infrastructures routières.

134. En janvier 2006, le système d'automatisation des transports routiers (U-NET) a été mis en service. C'est un système informatisé qui passe au crible le sous-secteur des transports routiers, y compris par la surveillance et l'inspection du marché.

v) Tourisme

135. La Turquie occupe le neuvième rang mondial (elle détenait le 11^{ème} en 2002) en matière de recettes touristiques, lesquelles s'élevaient à 18,1 milliards de dollars EU en 2006 (tableau IV.11) contre 11,9 milliards en 2002; ces chiffres devraient augmenter pour atteindre 36,4 milliards avant 2013.¹⁵⁹ L'expansion des activités touristiques est restée très dynamique, particulièrement à Istanbul et sur les côtes de l'ouest et du sud du pays. Un grand nombre d'hôtels, d'auberges et d'appartements de vacances ont été construits. Il y a aussi d'importants sites historiques et le pays commence à offrir des activités écotouristiques. Le nombre de lits déclarés est passé de 619 024 en 2002 à 783 319 en 2006. En 2006, 28,3 pour cent des touristes venaient d'Europe et 59,1 pour cent de pays de l'OCDE (Allemagne principalement, 19 pour cent du total). Le taux d'occupation des hôtels était de 47,3 pour cent.

Tableau IV.11
Indicateurs concernant le tourisme, 2005-2007

| | 2005 | 2006 ^a | 2007 ^b | Pourcentage de variation 2005-2006 | Pourcentage de variation 2006-2007 |
|---|--------|-------------------|-------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Visiteurs (en milliers) | 21 125 | 20 816 | 22 339 | -1,5 | 7,3 |
| Touristes turcs à l'étranger (en milliers) | 8 246 | 8 180 | 9 000 | -0,8 | 10,0 |
| Recettes touristiques (en millions de \$EU) | 18 152 | 18 124 | 19 800 | -0,2 | 9,2 |
| Dépenses touristiques (en millions de \$EU) | 2 872 | 2 863 | 3 200 | -0,3 | 11,8 |

a Chiffres provisoires.

b Estimations.

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

136. La politique touristique turque a trois grands objectifs: créer une industrie touristique productive et compétitive à l'échelle internationale, dans le but d'accroître sa rentabilité; offrir des équipements généraux répondant aux attentes des touristes étrangers et nationaux; et préserver les sites naturels et le patrimoine culturel. Le Syndicat des agences de voyages turques (TURSAB), créé en 1972 en vertu de la Loi n° 1618, sous la tutelle du Ministère de la culture et du tourisme, est responsable de la supervision des agences de voyages. Le Ministère de la culture et du tourisme

¹⁵⁸ Loi n° 4925 publiée au Journal officiel n° 25173 du 19 juillet 2003.

¹⁵⁹ Office national de planification (2006).

comprend une section responsable de l'inspection des hôtels, villages de vacances, entreprises de navigation de plaisance et agences de voyages, ainsi que de l'association professionnelle et des guides touristiques professionnels. En vertu de la Loi n° 2634 de 1982 sur la promotion du tourisme (telle que modifiée), une liste des régions, zones et centres touristiques a été établie et des mesures d'incitation à l'investissement dans les équipements touristiques ont été prises. En général, l'investissement dans les sites touristiques relève de l'État.

137. L'État est toujours actif dans le sous-secteur du tourisme. Il accorde des incitations à l'investissement dans ce domaine conformément à la Loi sur la promotion du tourisme, fait construire des infrastructures et offre des services publics à vocation touristique, définit les zones à fort potentiel touristique, désigne des centres ou zones touristiques par décret, élabore et approuve les plans d'occupation des sols, assure le contrôle environnemental, fait la promotion touristique de la Turquie à l'étranger, réalise des études, recueille des statistiques et offre des formations professionnelles. Les administrations locales sont compétentes pour les questions similaires au niveau local. Par ailleurs, les personnes qui investissent dans le tourisme ont accès aux incitations accordées dans le cadre du programme de promotion de l'investissement (chapitre III 2) iii) d)).

138. Le rôle des entreprises étrangères dans le secteur touristique s'est accru depuis le milieu des années 80; l'investissement étranger dans le tourisme n'est assujéti à aucune restriction. Les entreprises étrangères et nationales fixent leur propres prix maximums. Toutefois, ces prix doivent être approuvés chaque année par le Ministère de la culture et du tourisme. Les entreprises ne sont pas tenues d'appliquer des prix uniformes mais ne peuvent pas dépasser les prix maximums approuvés.

139. Le Ministère de la culture et du tourisme et les administrations locales sont chargés de classer et de certifier les hôtels et les restaurants. Selon les autorités, le nombre de lits certifiés par le MCT et par les municipalités devrait atteindre 550 000 et 420 000, respectivement.

BIBLIOGRAPHIE

Banque centrale (2007), *Balance of Payments Report 2006:IV*, Ankara.

Banque mondiale (2007), *Turkey: country brief*, Washington.

CEE-ONU (2006), *Transport Situation in Turkey in 2006*. Adresse consultée: <http://www.unece.org/trans/doc/transitdocs/2006turkey.pdf> [18 mai 2007].

CNUCED (2006), *World Investment Report 2006: Turkey*, Genève.

Commission européenne (2006), *Turquie – Rapport de suivi 2006*, Bruxelles.

Direction des télécommunications (2006), *Regulatory Proceedings and Current Telecommunications Market Situation in Turkey*, juin, Ankara. Adresse consultée: <http://www.itu.int/osg/spu/ni/voice/documents/Background/Turkey.pdf> [30 mai 2007].

Direction générale de l'Autorité des aéroports nationaux (2005), *2005 Annual Report*, Ankara.

EuroMed Transport Project (2004), *Main Contract, Diagnostic Study Part II, Turkey*, décembre, Bruxelles. Adresse consultée: http://euromedtransport.org/fileadmin/download/maincontract/diagnostic/part2_turkey_en.pdf [7 mai 2007].

FMI (2006), *Third and Fourth Reviews Under SBA, and Request for Waiver of Non-observance and Applicability of Performance Criteria and Modification of Performance Criteria*, Washington.

FMI (2007a), *Fifth Review and Inflation Consultation Under SBA, and Request for Waiver of Non-observance and Applicability of Performance Criteria, Modification of Performance Criteria, and Re-phasing of Purchases*, Washington.

FMI (2007b), *Perspectives de l'économie mondiale* (avril), Washington.

Ministère de l'industrie et du commerce (2006), *Economic and Industrial Outlook*, Ankara.

OCDE (2003), *Politiques agricoles des pays de l'OCDE – Suivi et évaluation - 2003*, Paris.

OCDE (2005a), *Politiques agricoles des pays de l'OCDE – Suivi et évaluation - 2005*, Paris.

OCDE (2005b), *Competition Law and Policy in Turkey*, Paris.

OCDE (2006a), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE: Panorama*, Paris.

OCDE (2006b), *Examen économique: Turquie*, Paris.

OCDE (2006c), *FDI Regulatory Restrictiveness Index: Revision and Extension to More Economies*. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/4/36/37818075.pdf>.

OCDE (non daté), *Methodology for the Measurement of Support and Use in Policy Evaluation*, Paris.

Office national de planification (2006), *Ninth Development Plan 2007-13*, Ankara.

OMC (1998), *Examen des politiques commerciales: Turquie*, Genève.

OMC (2003), *Examen des politiques commerciales: Turquie*, Genève.

OMC (2004), *Examen des politiques commerciales: Communautés européennes*, Genève.

OMC (2006), *Statistics Database, Trade Profiles: Country profile: Turkey*, Genève. Adresse consultée: <http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=TR>.

OMC (2007), *Examen des politiques commerciales: Communautés européennes*, Genève.

Onder, S. (2006), *Turkey's mining regime*, Ankara.

PNUD (2006), *Rapport mondial sur le développement humain 2006*, New York.

Sous-Secrétariat de l'Office national de planification (2006), *Ninth Development Plan 2007-13*, Ankara.

TEDAS, Société turque de distribution de l'électricité (2005), *Annual Report*, Ankara.

Türk Telekom (2006), *Annual Report 2005*, Ankara.

USTR (2006), *National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers, Turkey*, Washington D.C.